

« Depuis toujours le groupe ou la classe que l'on appelle les « intellectuels » — malgré son énorme contribution au progrès et à l'éveil — a tenté de se brouiller avec le reste de la société. En partie ce désaccord est imputable aux intellectuels eux-mêmes, qui distants et solitaires, ont choisi le rôle de critiques et gardiens de la conscience publique. Il est triste de reconnaître cependant que la société, par son ironie et sa malveillance, a beaucoup contribué à pousser les intellectuels dans leur coin « philosophique ».

William T. BRADY

(Voir en page 2, un exposé sur la question)



BIBLIOTHÈQUE DE
26 AVR 1965
L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES
COMMERCIALES

Les Affaires

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION FINANCIÈRE, INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

L. 1-10-62/27/12
ALLEN PATRICK,
8915 rue St-Hubert,
Montréal 11, QUE.
Apt. 1.

VOL. XXXV — No 24

MONTREAL 12

LUNDI 26 AOUT 1963

Les hommes d'affaires savent empêcher les hommes politiques de se laisser entraîner vers les solutions extrêmes

Le pays traversera facilement sa crise de croissance

En dépit de la menace, d'une extrême gravité, qui plane sur l'économie canadienne du fait des mesures restrictives préconisées par le président Kennedy, les facteurs psychologiques continuent de stimuler l'industrie, le commerce et la finance, non seulement au Québec, où les préparatifs de l'Exposition provoquent un boom, mais dans tout le Canada. Trois signes indiquent que cette vague de confiance est déjà forte et qu'elle pourrait bien neutraliser, dans une bonne mesure, les effets désastreux des restrictions imposées aux États-Unis sur leurs placements au Canada. On signale en effet : 1o une baisse notable des faillites, qui ne se manifestent plus que dans les petits centres et les petites entreprises ; 2o sous la poussée de la demande, les prix montent lentement, mais régulièrement, malgré la concurrence étrangère ; 3o sortant de sa longue torpeur, le marché des obligations absorbe allègrement toutes les émissions qu'on lui offre et tout fait prévoir qu'elles se feront de plus en plus nombreuses et de plus en plus alléchantes d'ici 1964.

Pour peu que nos hommes politiques évitent de se laisser entraîner vers les solutions extrémistes, et que les hommes d'affaires contiennent un peu leur optimisme, tout en suivant d'assez près la conjoncture politique pour intervenir, au besoin, il y a lieu de s'attendre à des progrès remarquables et constants.

Moins de faillites

Le nombre des faillites commerciales enregistrées au Canada en juillet fut le moins élevé de l'année, et n'atteignait que 165, soit 35 de moins que le mois précédent. Tel est le cas également du montant total des passifs qui se chiffraient à 7 millions, alors qu'il atteignait \$10,408 en juin.

Les passifs les plus élevés, individuellement, en juillet, ont varié de \$25,000 à \$100,000.

Tous les secteurs industriels ont enregistré moins de faillites depuis le mois de juin : les détaillants n'en rapportent que 73, à comparer à 98 le mois précédent.

Chez les manufacturiers, où l'on avait observé une certaine constance quant au nombre des faillites ces derniers mois, on note, pour juillet, une amélioration sensible. Les services commerciaux figurent parmi les secteurs les moins touchés.

Dans l'ensemble des 15 principales villes canadiennes, les faillites commerciales ont légèrement diminué, et on observe une baisse très prononcée de leur nombre dans les régions situées autour des grands centres.

Hausse des prix

Lentement, mais sûrement, la gamme des prix en hausse s'allonge, tandis que raccourcit celle des prix en baisse. Aux États-Unis, c'est la pression du marché de l'automobile, qui semble avoir été le facteur dominant de cette ten-

dance, qui reflète, au fond, un retour de courants d'optimisme trop longtemps contenus. Naturellement, l'industrie en profite pour rétablir ses marges de profits, que le ralentissement de la demande l'avait forcée d'abaisser. En même temps, elle tâche de récupérer une partie de l'accroissement des prix de revient dû aux augmentations rétroactives des salaires.

Cela se voit déjà dans la hausse des prix du plomb et du zinc, de plus en plus utilisés dans la construction automobile, surtout depuis l'emploi du calcium en hiver. Et la tendance s'est depuis étendue à toute une gamme d'autres pièces d'autos ou d'accessoires ménagers. Mais c'est surtout dans les produits alimentaires que les consommateurs ont eu l'occasion de s'en apercevoir, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis.

Reprise sur le marché des obligations

Le marché canadien des obligations a retrouvé toute sa vigueur, après une longue période de ralentissement occasionnée par la conjoncture de l'économie nationale ainsi que la course aux actions vers lesquelles l'immense majorité des petits investisseurs se tournait exclusivement.

Trois émissions d'obligations à long terme, lancées coup sur coup par l'Ontario, ont profité des réserves ainsi accumulées dans les portefeuilles, et ont imprimé au marché son nouvel élan. Les émis-

sions de la province voisine ont tout d'abord quelque peu surchargé le marché, mais elles furent rapidement absorbées la semaine dernière, alors que la reprise s'est nettement accentuée.

Ces titres ontariens avaient perdu presque tout leur attrait au moment des nouvelles émissions, mais ils ont retrouvé leur valeur initiale de 99¼, soit ¾ de plus que leur valeur nominale, à la fermeture du marché jeudi dernier.

La Bell Téléphone, la Manitoba Hydro, ainsi que la province du Nouveau-Brunswick ont, par la suite, lancé des émissions d'obligations de \$30 millions (5¼%, vingt ans, au pair), \$20 millions (5½%, vingt ans, 98.50 pour rapporter 5.63%), et 7.5 millions (25 ans, 5½%, 96.375, pour rapporter 5.78) respectivement.

On s'attend à ce que la Corporation municipale d'Alberta, le gouvernement de la Saskatchewan, et la Consumers Gas and Home Oil profitent prochainement, eux aussi, de l'enthousiasme qui règne sur le marché canadien des obligations.

D'autre part, la Banque du Canada a acheté en entier une émission de Bons du Trésor à six mois, à 98.072 pour rapporter .94%, vraisemblablement dans le but d'établir une base de transaction dans le marché à court terme. Cela semble indiquer, au surplus, que la Banque entend bien maintenir le taux d'escompte à 4%, ce qui laisserait prévoir l'imminence d'un nouvel emprunt par le gouvernement fédéral.

La Bourse sans président !

La Bourse Canadienne et la Bourse de Montréal n'ont plus de président. Ce n'est un secret pour personne, comme est connu le regret, de plus en plus souvent exprimé dans les cercles intéressés, du départ de M. Eric Kierans.

La semaine dernière, le président du Bureau des gouverneurs de l'institution accordait à notre confrère Oancia du Globe and Mail, une entrevue qui a fait quelque bruit. (Nos lecteurs trouveront du reste, en page 4, un commentaire de M. Laurent Lauzier, de La Presse, qui n'est guère d'accord avec les naïves déclarations du président Reid.)

M. Reid n'a certainement mis aucune malice dans sa déclaration, volontiers amplifiée par notre collègue torontois, mais il n'en reste pas moins que, pour lui, le monde de la finance, serait-il montréalais, reste un domaine exclusivement réservé, comme par un droit d'aînesse, à la seule communauté de langue anglaise.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le président du Bureau des gouverneurs n'a guère compris la leçon qu'Eric Kierans a osé donner à ses compatriotes de langue anglaise au Québec. Eric Kierans, le président devenu ministre, savait que Montréal avait à remplir une mission autre que celle de succursale de Toronto, voire même de Wall Street. Avant même que le président Kennedy nous fasse la démonstration indiscutable de son incapacité à régler les problèmes économiques qu'affrontent les États-Unis, M. Kierans savait déjà que ce n'est pas vers le sud que doit s'orienter notre activité boursière, en tout cas, pas exclusivement. Or, pour ouvrir à notre Bourse une voie vers l'est et les places européennes, maintenant que la Maison Blanche nous ravale au rang de valetaille, il serait bien plus important que la maison de la rue Saint-François-Xavier ait à sa tête un Canadien français. Non point simplement pour qu'il puisse prendre la parole à un déjeuner de courtiers parisiens ou bruxellois, mais bien pour qu'il soit imprégné de cette nécessité, pour Montréal, de poursuivre la courageuse réorientation entamée par Eric Kierans.

Il faut bien reconnaître que si le successeur de M. Kierans était recruté parmi une certaine vieille garde, ou ses descendants filialement respectueux, le mouvement amorcé par notre Bourse ne tarderait pas à se transformer en reculade.

Quoi qu'il en soit, pourquoi attendre ? Pourquoi le Bureau des gouverneurs ne prend-il pas ses responsabilités — sans précipitation certes, mais avec célérité — pour pourvoir un poste qu'il serait dangereux de laisser trop longtemps vacant ?

Tergiverser ne sert à rien. Attendre quelques semaines, voire quelques mois, n'aiderait que les adeptes d'un certain « lobbying » à pousser de l'avant leur candidat dont on peut craindre qu'il ne serait que l'homme de paille d'une clique rétrograde. Il ne faut pas qu'on puisse imposer à notre Place locale un administrateur de seconde zone, une sorte de chef de la location à la Place des Arts. Il nous faut un homme de premier plan qui, tout en apportant ses propres conceptions, marcherait néanmoins dans les traces d'Eric Kierans et poursuivrait l'oeuvre entamée.

Bien sûr, le nouveau ministre du revenu est fort occupé et le sera davantage encore d'ici son élection. On finit du reste pas se demander si ce n'est pas de cela qu'on veut tirer parti, rue Saint-François-Xavier. A force d'atermoiements, espère-t-on que les nouvelles fonctions de M. Kierans soient à ce point absorbantes qu'elles l'empêchent de réagir, advenant que d'aucuns s'avisent de saboter son bel ouvrage ?

Y.M.

La fusion des esprits

Par William T. BRADY

Un chef d'entreprise, William T. Brady, de la firme Corn Products nous donne ici son avis sur la divergence qui, trop souvent par manque de compréhension mutuelle, sépare les intellectuels et hommes d'affaires. Nous livrons, ici, à nos lecteurs, une traduction de son exposé.

Pourquoi existe-t-il un mur entre l'homme d'affaires et l'intellectuel? Vivent-ils donc et pensent-ils complètement différemment?

Depuis toujours le groupe ou la classe que l'on appelle les "intellectuels" — malgré son énorme contribution au progrès et à l'éveil — a tenté de se brouiller avec le reste de la société. En partie ce désaccord est imputable aux intellectuels eux-mêmes, qui distants et solitaires, ont choisi le rôle de critiques et gardiens de la conscience publique. Il est triste de reconnaître cependant que la société, par son ironie et sa malveillance, a beaucoup contribué à pousser les intellectuels dans leur coin "philosophique".

Récemment dans l'histoire, le rôle de l'homme d'affaires dans la société a pris une large ampleur. Alors que s'intensifiaient son influence et son pouvoir, le conflit qui l'oppose aux intellectuels lui aussi s'étendait.

Aujourd'hui, trop souvent ces deux groupes se contemplant en chiens de faïence au-dessus d'un grand vide, se méconnaissant, se défiant toujours, s'opposant parfois.

Malgré ces circonstances adverses, je propose une fusion des esprits. En fait, je suis persuadé qu'elle doit se produire. Nous devons la provoquer. Sans elle, nous n'aurions aucun espoir valable pour l'avenir. Nous ne pouvons envisager aucune autre solution. Ou ces deux groupes par leurs efforts opposés détrui-

ront la grande poussée de notre société, ou l'un ou l'autre devra finalement s'avouer vaincu. Et le monde sera alors le vrai perdant.

La fusion que je propose devrait être une véritable union, une union à laquelle chaque partie contribuerait, tendant dans un effort commun vers des buts supérieurs. Ce ne serait ni une affaire forcée, ni une prise de succession.

Quelques-uns d'entre vous j'en suis sûr — même s'ils sont sans aucun doute, en accord total avec la nécessité d'une fusion — ont des doutes quant à sa réalisation. Ne croyez pas un instant que je minimise l'importance de la tâche ou le nombre de nos différends, ou leurs profondeurs. Mais ce n'est pas sans espoir.

J'ai parlé au début des intellectuels en tant que classe ou groupe. Les hommes d'affaires appartiennent eux aussi à une classe. Sans aucun doute étiquetter un groupe ne fait pas justice à tous ses membres, cependant cette étiquette reflète une grande partie de la vérité de chacun. Si vous le voulez, je vais donc mettre une étiquette à l'un et l'autre des deux groupes que nous considérons.

L'intellectuel, je l'ai déjà dit, est un critique. Mais dans ses critiques nous pouvons discerner une échelle des valeurs très arrêtée. Il n'est vraiment pas intéressé par le "matériel" et fait plus que désapprouver son effet sur le monde. Il croit à une aristocratie des esprits doués,

et il croit au principe qui voudrait que l'intelligent dirige les moins bien nantis. Il cherche sa satisfaction dans les choses de l'art, du théâtre, de la littérature et se complait aux exercices abstraits de l'intellect; de propos délibéré, ses opinions et sa tenue sont souvent non-conformistes. Tous ces traits ne sont pas sans lien, car on y rencontre une unité qui le pousse à tout classer — les sports, les livres, les opinions, les lois, que sais-je encore — soit du côté intellectuel ou du côté anti-intellectuel. Il possède aussi un grand sens de l'appartenance, quelle que soit l'ampleur des débats au sein de son groupe, il y parle son langage et en accepte les valeurs.

Je veux bien vous concéder que ma description de l'intellectuel n'est pas tout à fait adéquate. Mais je la crois honnête. Au moins, je n'ai pas porté de jugement sur sa valeur. Les hommes d'affaires en tant que groupe semblent assez différents.

Commerçant dans un monde de matériaux, machines et dollars et contrôlant le travail de gens qui exigent de l'ordre et de la décision, l'homme d'affaire vit dans un univers bien réel, bien spécifique. Il se considère plutôt comme un créateur que comme un juge. Il sait qu'il doit agir promptement, décider sans s'accorder le luxe de la méditation. Sa philosophie politique est quelque part tout près du centre. Il est largement intéressé aux choses matérielles, pas tellement pour elles-mêmes que pour ce qu'elles

permettront d'accomplir. Et cependant il croit de façon plutôt non-matérielle et, si vous le voulez, libérale, que chacun doit être libre d'établir ses propres valeurs. Il trouve, dans la balance de l'offre et de la demande, un équilibre qu'il refuse de voir détruire. En d'autres termes, il veut s'adonner à ses plaisirs légers, ses compétitions sportives et porter un costume à trois boutons. Et lui aussi trouve au sein de sa profession, la sécurité qu'assure un code d'honneur strict bien que librement consenti.

L'identification à ces étiquettes devient de plus en plus précise avec les années, selon la loi qui veut que l'on obtient des gens ce que l'on attend d'eux. Et quelque part, dans le temps, ces étiquettes sont devenues des caricatures. Vous connaissez la caricature de l'homme d'affaires qu'a peint l'intellectuel. On la trouve à nouveau dans le récent rapport d'un sondage d'opinion. L'homme d'affaires est le champion de l'ordre et des choses établies, du statu quo. Il engendre le conformisme et les organisateurs. Il s'incline devant le goût populaire plutôt que de le former. Il tend si intensément vers le gain qu'il en oublie ses obligations sociales.

En retour, quel dessin humoristique fait l'homme d'affaires de l'intellectuel? Un visionnaire. Un rêveur dans une tour d'ivoire. Un double-crâne à lunette et pipe, en costume de tweed. Un de ses semblables a-t-il jamais fait une feuille de paye?

Ces caricatures permettent de souligner, plus complètement, la difficulté d'amener ces deux groupes à une véritable fusion. Si vous m'en croyez, nous commencerons cette énorme tâche en oubliant l'image créée par ces étiquettes, ces caricatures. Et nous irons même beaucoup plus loin. Nous devons déraciner la légende qui entoure les directeurs d'affaires. Si l'accusation principale portée contre l'homme d'affaires est son aversion pour tous les changements, c'est qu'il est fort mal jugé. Le chef d'entreprise d'aujourd'hui est l'un des critiques les plus sévères des traditions et des attitudes qui prévalent dans son propre domaine. Il sait reconnaître que les nouveautés en produits, services et méthodes sont essentiels à son progrès, même à son existence.

David Belasco a dit: «L'art de la mise en scène consiste à offrir au public ce qu'il veut, juste avant qu'il sache qu'il le veut. Et bien! c'est la même chose dans le monde des affaires. Le commerce a souvent lancé des améliorations avant qu'il n'y ait une demande populaire pour le produit porteur de cette amélioration. Est-ce que le public a demandé les pensions, les freins hydrauliques, les jets ou le nylon?

Il se peut, naturellement, que certains intellectuels ne soient pas d'accord avec le genre de change-

ments que les hommes d'affaires s'efforcent d'apporter.

Et que dire du conformisme dans le commerce? Les directeurs d'affaires sérieux encouragent l'expression individuelle, permettent les erreurs pour une bonne raison: c'est la seule façon d'assurer toutes les innovations dont le commerce a besoin aujourd'hui dans un domaine qui est hautement compétitif. Et que dire des obligations sociales? Le monde des affaires trouve actuellement de nombreux moyens de démontrer son intérêt en l'humanité en participant avec largesse aux efforts académiques et culturels, aux arts et à toutes les entreprises de salut public.

Autant pour la caricature de l'homme d'affaires. Maintenant démontrons-nous de démentir celle de l'intellectuel.

Le créateur de la théorie sur la relativité, Einstein, n'était pas un rêveur oisif. Le scientifique à la recherche des solutions à apporter aux maux de l'humanité, n'est pas visionnaire. Albert Schweitzer n'est pas un poseur.

Le rôle du critique est absolument essentiel. Il ne doit pas être supprimé par la diffamation. Les résultats obtenus par les critiques et les savants sont trop grands pour être ignorés.

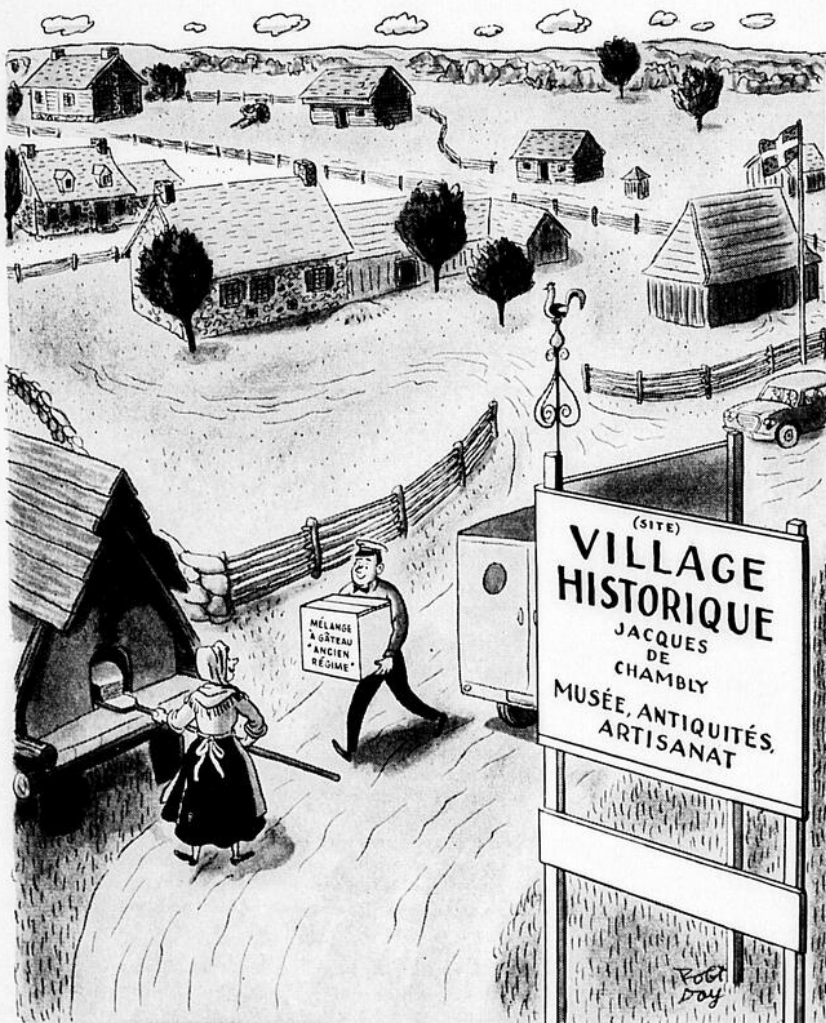
Maintenant que nous nous sommes débarrassés des résidus de la mésestime, remarquons qu'en dépit des différences inévitables dans leurs rôles et leurs attitudes, il y a une similarité croissante dans la façon dont les hommes d'affaires et les intellectuels s'attaquent à leurs tâches.

Pour mieux décrire tout ceci, l'autre jour j'ai consulté un dictionnaire afin de trouver un terme parfaitement descriptif d'intellectuel. A vrai dire je croyais trouver un appui à ma théorie qui conçoit l'intellectuel plutôt comme une personne possédant certaines qualités particulières que comme une personne appartenant à une «certaine classe». Ce que j'ai trouvé dans le dictionnaire est un mot nouveau, pour moi tout au moins, — intellection — qui, littéralement, signifie «acte par lequel l'esprit conçoit». Et voilà, me suis-je mis à penser, Intellection! Le processus d'esprit nécessaire pour trouver la solution des problèmes du jour, ou pour comprendre les idées nouvelles. L'intellection est la qualité requise pour conduire les hommes.

Le plus grand changement s'est certainement produit chez l'homme d'affaires. Plus que jamais son travail requiert l'usage de l'intellection. Et c'est l'intellectuel qui a aidé à créer les conditions de ce changement.

Chose certaine, c'est grâce à l'intellectuel scientifique, car c'est la nouvelle technologie qui a libéré la direction de son esclavage. C'est

(Suite à la page 14)



Expédiez...n'importe quoi...n'importe où...dans les CONTENANTS BATHURST

LEMIEUX ELECTRIQUE INC.

538, Montée St-Hubert
St-Hubert, Qué.

OR. 6-2489

Notre industrie contribue au progrès
économique du Québec et au commerce
canadien d'exportation dans le monde entier

SICARD
INC.

Montréal - Ste-Thérèse - Toronto - Sept-Îles - Watertown, N.Y.

L'ultimatum Lesage fait son chemin

Il y a quatre mois, le premier ministre du Québec lançait un ultimatum à Ottawa, enjoignant le gouvernement canadien de concéder à la province une première tranche des impôts fédéraux. Huit mois avant l'échéance, notre correspondant à Québec rappelle les circonstances qui ont contribué à faire de ce défi l'expression d'un sentiment collectif innébranlable, et pénètre le remou des réactions qu'a déjà suscitées, dans tout le pays, et à Ottawa principalement, la détermination des québécois.

Certains auraient pu prétendre que le premier ministre Jean Lesage se payait de mots lorsque, le 5 avril dernier, devant l'Assemblée législative, il lançait un ultimatum à Ottawa, n'accordant qu'un délai de douze mois pour la cession au Québec de 25 pour cent des revenus provenant des impôts souscrits par les particuliers et les sociétés et 100 pour cent des revenus provenant des droits de succession.

Les mois s'écoulent et il semble que l'échéance inquiète à ce point l'équipe Pearson, que ce dernier favorise des conférences fédérales-provinciales plus fréquentes et même la création d'un secrétariat permanent où se canaliseront les échanges d'informations entre le gouvernement central et les provinces. C'est déjà un bon mouvement mais ce n'est pas suffisant.

Ténacité farouche

Depuis 1960, nos compatriotes des autres provinces sont ébahis devant la fièvre autonomiste qui s'empare de nos politiciens. S'émouvent-ils ? s'interrogent-ils ? cherchent-ils ? Bien sûr ! Leur inquiétude passée qui ne se trouvait, selon les époques, troublée que par des sorties jugées intempestives d'un premier ministre, aujourd'hui décédé, passe maintenant dans le pressoir du cauchemar sans fin. D'autant plus que l'avènement de M. Pearson, à Ottawa, n'a pas ramoli pour autant la fermeté du cabinet Lesage. De plus en plus, on constate, au contraire que la belle province est décidée à se libérer de toutes les chaînes qui la tiennent rivée au pouvoir central.

L'expérience du passé semblait prouver que, hors des algarades d'un premier ministre outré, le Québec conservait une jovialité bien caractéristique et consentait à verser complaisamment ses deniers au trésor central. Mais depuis 1960, l'ère de la liberté semble devoir s'installer sur les rives du St-Laurent. On était habitué aux petites crises d'autonomie du Québec. On en souriait en coulisse. Mais depuis 1960, avec la ténacité d'un forgeron frappant le fer sur l'enclume sans relâche, les doléances du Québec frappent presque quotidiennement. Ça devient énervant ! Les crises autrefois passagères sont devenues permanentes. Il faudra semble-t-il exécuter une grande opération au scalpel. Ce sera douloureux pour Ottawa et les autres provinces déficitaires (à l'exception de l'Ontario).

On ne boude plus à Ottawa. On écarquille les yeux. On diagnostique. On scrute. On parle même d'action. Le premier ministre Pearson s'apprêterait même à remplir le rôle fastidieux de chirurgien en chef pour trancher royalement dans l'acte confédératif pour répondre aux exigences du Québec.

Le rôle de l'opposition

N'eût été la ferme et farouche offensive de l'opposition au parlement provincial, depuis l'élection de l'équipe Lesage, en 1960, on pourrait se demander si le gouvernement libéral, le cabinet et surtout le premier ministre auraient tenu le gouvernail avec autant de rigueur dans cette mer mouvante qu'est la Confédération.

On doit bien admettre en outre, qu'en plus de l'opposition, certains ministres, dont René Lévesque et Pierre Laporte ont surpris les libéraux eux-mêmes par des thèses où l'autodétermination poussait plus loin encore que l'autonomie. Avec plus d'attention que sous le règne des ex-premiers ministres Duplessis et Sauvé, l'oreille s'est tendue aux théories de Me Daniel Johnson et de Me Jean-Jacques Bertrand. D'une façon unanime, le parlement optait pour une enquête sur les doléances du Canada français, enquête qui recevra ses premiers témoins en septembre prochain. On dressera alors les griefs à l'endroit de la Confédération en vue d'exiger, au cours de la prochaine session de 1964 (c'est prévu), la convocation, par Ottawa, des Etats Généraux du pays pour la refonte au complet du document.

Alleluia... ou requiem

Nos compatriotes de langue anglaise s'émouvent dans les autres provinces. Non seulement de l'émotion mais de l'inquiétude grave et sérieuse perçue aussi leurs réflexions devant la volonté inflexible du Québec de reconquérir ses droits prioritaires.

En certains milieux, on qualifie même les relations fédérales-provinciales entre Ottawa et Québec d'état de crise politique. Paul Fox, dans un éditorial que publie la revue torontoise « Commentator », ne cache pas ses appréhensions :

« Si l'on en juge par les déclarations et commentaires récents du premier ministre Lesage, de MM. René Lévesque et Paul Gérin-Lajoie, et d'autres que l'on peut grouper parmi les modérés comparativement aux séparatistes et aux nationalistes dogmatiques, les colères du Canada français à l'endroit de la Confédération s'aggravent à un tel rythme que, si l'irritation progresse, nous pourrions fort bien ne plus avoir de Canada pour y célébrer le centenaire en 1967. Le feu de joie qui pourrait être allumé... pourrait bien tourner à un requiem. C'est le temps de concéder que le Québec possède des intérêts culturels particuliers et d'entreprendre un examen de conscience sur le biculturalisme ».

Venant de Toronto, un tel article à l'heure de surprendre les autres provinces. Il ne fait toutefois point sursauter ceux qui suivent de près l'évolution de la politique, au Québec, depuis 1960. Et devant cette

montée de boucliers du Québec, M. Fox prie ses compatriotes de réviser leurs concepts sur l'application que l'on fait de la Confédération. L'éditorialiste torontois ajoute même : « Si l'élément de langue anglaise dédaigne ou rejette les revendications du Québec français, cet aveuglement peut conduire au risque d'une division finale et irrémédiable ».

Claude DERY

Québec accepte, monétanément, l'aide d'Ottawa aux municipalités

La « Loi pour faciliter le financement de certains travaux municipaux » adoptée par le parlement de Québec la semaine dernière, a donné lieu à une joute oratoire qui, si elle n'a changé en rien le texte du Bill no 1, aura permis à la population de se faire une idée bien précise de l'attitude des parlementaires des deux partis en matière d'autonomie. L'Opposition s'est révélée intransigeante. Les ministériels ont préféré s'en tenir au compromis sanctionné par la loi en question et sacrifient partiellement le principe, de l'autonomie jusqu'à la conférence fédérale-provinciale qui sera tenue prochainement et au cours de laquelle on réétudiera la répartition des pouvoirs fiscaux. C'est à cette conférence que Québec présentera ses revendications et devra exiger qu'Ottawa lui rende tous les pouvoirs fiscaux qu'elle considère essentiels à son développement économique et social.

Entretemps, selon le ministre des Affaires municipales, Québec « doit exiger un régime qui lui convienne ». Il est impensable, ajoute-t-il, qu'elle puisse en même temps défendre au gouvernement fédéral d'accorder aux autres provinces, ce qu'elles désirent. Ce serait la fin de la Confédération ».

Advenant un refus catégorique de la part de Québec, de participer au plan fédéral d'aide financière aux municipalités, rien n'aurait pu empêcher ces dernières de dialoguer directement avec Ottawa, et d'accepter l'offre du gouvernement fédéral qui eut alors profité d'un contrôle absolu sur l'utilisation des sommes mises à leur disposition.

Le ministre des Affaires municipales a déclaré qu'il était prêt à défendre la théorie suivante :

« Chaque fois que le gouvernement fédéral voudra pénétrer dans un domaine de juridiction provinciale et chaque fois qu'une majorité de provinces sera favorable à cette violation de la constitution, ce sera le devoir des administrateurs de l'Etat du Québec de tirer le meilleur parti possible de la situation pour éviter le pire et pour éviter que les citoyens québécois ne soient taxés au profit du reste du Canada ».

M. Laporte a ajouté : « Mais chaque fois que le gouvernement fédéral recourra à un tel procédé, j'allais dire à un pareil chantage, l'équilibre de la Confédération en sera de plus en plus faussé, avec le risque qu'un jour, ça ne craque ».

Le ministre a soutenu qu'à Ottawa, le Québec avait gagné beau-

La taxe de 15% n'a pas fini de faire parler d'elle...

Comme nous le disions déjà, la semaine dernière, l'opposition à la taxe de 15% projetée par le gouvernement Kennedy, se manifeste dans tous les milieux financiers des Etats-Unis. De toutes parts, des protestations se font entendre, affirmant, en substance, que la mesure n'a nullement le pouvoir de rétablir la situation financière des Etats-Unis.

Quant aux transactions entre les Etats-Unis et le Canada — transactions si courantes que l'on finit par considérer les deux pays comme un seul marché — elles soulèvent tout particulièrement des critiques fort pertinentes. Jeudi encore, un porte-parole de l'U.S. International Economic Policy Association a déclaré qu'il est « douteux » que la taxe proposée apporte un remède au déficit de la balance des paiements des Etats-Unis.

Un courtier new-yorkais spécialisé dans les valeurs canadiennes, a déclaré, quant à lui, que la future taxe risque d'exercer une dangereuse pression sur le dollar canadien et pousserait le Canada à recourir au contrôle des changes. L'idée même de cette éventualité fait frémir les spécialistes. (Lire aussi, en page 4, un éditorial sur le sujet.)

coup de terrain. Par exemple :

1. Tout l'appareil administratif sera entre les mains de la province ;

2. C'est la province elle-même qui consentira les prêts aux municipalités, par le truchement d'un organisme bien provincial, la Commission municipale de Québec ;

3. C'est la province de Québec qui consentira aux municipalités la subvention de 25 p.c. du capital prêté ;

4. Nous avons la certitude d'avoir notre part des \$400 millions que le gouvernement fédéral prévoit pour l'exécution de sa loi, c'est-à-dire à peu près \$120 millions.

M. Laporte a affirmé que si la province avait accepté un impôt au lieu de ce prêt, elle aurait consacré la permanence d'un programme qui n'est que temporaire.

Voici le tableau des sommes versées depuis 1958 par les municipalités canadiennes pour la lutte contre le chômage, ainsi que des sommes défrayées par les gouvernements fédéral et provinciaux. En vertu des ententes existantes, depuis trois ans, Québec défraye 40% du coût de la main-d'œuvre utilisée dans les travaux municipaux d'hiver. Quant à Ottawa, il verse aux gouvernements provinciaux qui le distribuent aux municipalités, 50% et même, depuis peu, 60% de ce coût.

LES TRAVAUX D'HIVER DANS LA PROVINCE DE QUEBEC (1958 à 1963)

Tableau des subsides fédéraux et provinciaux

	1958-59	1959-60	1960-61	1961-62	1962-63
				estimé au 31 mai 1963	
Cités et villes	54	59	167	182	200
Municipalités rurales	17	31	472	729	788
Total	71	90	639	911	988
Coût des matériaux	?	\$13,456,626.19	\$59,301,901.80	\$72,201,226.10	\$78,387,293.74
Coût des salaires	\$1,852,340.98	3,371,478.80	18,214,694.64	22,622,170.78	38,116,290.68
Coût total	?	\$16,828,104.99	\$77,516,596.44	\$94,823,396.88	\$116,503,584.42
Octroi fédéral	\$1,426,170.45	\$ 1,685,739.40	\$ 9,107,347.32	\$11,311,085.35	\$ 19,058,145.34
Octroi provincial			7,201,510.03	9,048,868.16	15,246,516.30
Total	\$1,426,170.45	\$ 1,685,739.40	\$16,308,857.35	\$20,359,953.51	\$ 34,304,661.64
Nombre de projets	?	275	1,774	2,225	2,421



635 est, Henri-Bourassa, Montréal P.Q.

Tél.: DU. 1-1888

Publiées par les PUBLICATIONS « LES AFFAIRES » Inc.

Président: Julien LEVASSEUR; Secrétaire-trésorier: Gabriel LAPOINTE; Directeur-gérant: Séraphin VACHON; Secrétaire de rédaction: Lorraine LEVASSEUR.
Rédacteurs: Yvan PELLAND, Yves MARGRAFF; Directeur des ventes: Claude LAVERGNE; Représentant à Toronto: Jack WALLACE.

Collaborateurs: Roland PARENTEAU — professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, membre de l'Institut d'Economie Appliquée; Jean MELHING — ex-professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, ex-membre de l'Institut d'Economie Appliquée; Vély LEROY — professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales, membre de l'Institut d'Economie Appliquée; Paul DELL'ANIELLO — professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales; Marcel COTE — professeur à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales; Gabriel LAPOINTE, M.B.A. (Harvard); Louis A. BELISLE, éditeur.

Abonnement: 1 an, \$7.50; 3 ans, \$15.00

« Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication. »

Le capital de la SGF ne saurait y pallier

Nos chefs d'entreprises doivent s'adapter aux méthodes modernes

Il n'y a pas si longtemps, une entreprise à propriétaire unique ou familiale exploitait une affaire « payante » pouvait assez rapidement accroître son capital à même les profits réalisés. Mais quand on songe qu'avec les taux actuels de l'impôt, ce genre d'entreprises partage de moitié avec les gouvernements dès que les bénéfices atteignent les 40 ou 50,000 dollars, il devient évident que le seul mode de financement permis est l'emprunt hypothécaire à long terme avec versements annuels restreints ou le recours à la finance publique par les émissions d'actions via les bourses existantes.

Dans un cas comme dans l'autre, l'entreprise doit avoir fait ses preuves — cela s'applique tout particulièrement au cas de celles qui songent à faire inscrire leurs actions à la Bourse. Celles des entreprises canadiennes-françaises qui y sont existantes depuis une longue génération — parfois deux ou trois — et elles ont dû profiter pendant tout ce temps d'une administration sage et compétente, réaliser des bénéfices soutenus et prendre une expansion pas nécessairement rapide, mais constante. En somme, toute la structure actuelle du financement au Canada paraît conçue en vue de favoriser le mode anglo-saxon qui peut en bref s'énoncer comme suit: pour qu'une entreprise puisse survivre, il lui faut obtenir son capital social du dehors et réaliser suffisamment de bénéfices pour payer sur ce capital un dividende dont l'importance conditionne la cote des actions en Bourse.

Or, pour obtenir de l'argent de cette façon, les entreprises doivent se conformer à un code rigide que sont les règlements de la Bourse: elles doivent de plus exploiter une affaire dont le marché est assuré, où les prix sont relativement stables et dont la structure permet d'absorber sans risques graves les fluctuations courantes de l'économie nationale.

Bien rares sont les entreprises canadiennes-françaises qui peuvent répondre à ces normes. La très grande majorité sont d'origine individuelle et vieilles de 50 ans et moins. Lorsqu'elles se sont trouvées dans des circonstances particulièrement avantageuses, elles ont pu progresser rapidement, mais ceci devient de moins en moins possible au cours de l'ère des techniques raffinées qui n'a fait que s'amplifier depuis la guerre. Seules ont pu surnager celles qui, dirigées par un chef clairvoyant ou une équipe judicieuse, ont su avoir recours aux ingénieurs et techniciens hautement spécialisés qui leur ont permis de devancer le progrès et en même temps la concurrence. Mais il fallait déjà que ces entreprises eussent réalisé d'excellents bénéfices pour se payer ce luxe. Et les autres qui sont venues à affronter la concurrence sur le terrain technique par la suite ont à peu près toutes dû avoir recours à la grande finance.

De l'opinion qui s'est formée autour de la Société Générale de

Financement quant à son but, le public industriel avait conclu que cette société devait combler le vide qui existe entre les besoins de \$100,000 et plus que peut remplir une finance publique et les besoins à partir de \$25,000 ou \$50,000 qui permettent à nombre de petites entreprises de se hisser plus haut en perfectionnant leur outillage, leurs techniques et leurs moyens de distribution. Quand on se rend compte que le Québec compte des milliers d'entreprises de cette catégorie, on reste passablement déçu d'apprendre que seulement une soixantaine pourront éventuellement se prévaloir des fonds dont dispose la SGF au cours des prochains mois. Et si, de ce nombre, la moitié environ appartiendront à des anglophones, on peut non sans raison se demander à quoi sert de créer un fonds important de capitaux de chez nous si ce sont nos concurrents de toujours qui doivent en profiter partiellement.

La raison de ceci est simple: nous avons été mal préparés aux affaires modernes. Nous manquons de patience et de savoir-faire. Nous ne sommes pas montés plus haut non parce que nous n'aurions pas les dispositions requises pour les affaires, mais parce que les

techniques qui ont fait et qui font encore le succès des Anglo-américains ne nous ont pas été montrées, ou parce que nous n'avons pas fait l'effort voulu pour les apprendre. Ceux des nôtres qui ont accès aux techniques avancées ont tous dû aller les chercher dans des manuels de langue anglaise — qu'il s'agisse de chimie, d'électronique, de fabrication en série, de conceptions avancées relevant du génie industriel, etc. Où avons-nous pu apprendre les éléments de l'efficacité, de la mise en marché, de l'organisation scientifique du travail, du commerce extérieur et de la finance moderne? C'est à peine si, dans ces domaines, nous ne faisons que sortir du bois... Comme je comprends nos dirigeants qui insistent sans cesse sur la nécessité de former notre peuple aux réalités du monde actuel — de lui enseigner jusqu'à quel point les affaires bien menées font partie intégrante du rôle social de l'homme qui s'en occupe et sont liées à la vie même de la société actuelle. Nous avons tellement à apprendre sous ce rapport de nos concitoyens anglophones qu'il vaut mieux ne pas aller trop vite pour nous en séparer...

Louis-A. BELISLE

Toujours la taxe Kennedy

Le plus discuté des projets du président Kennedy en matière de politique financière a fait l'objet d'examen attentifs, la semaine dernière, de la part d'un comité spécial du Congrès. Il s'agit de la désormais fameuse taxe dont la Maison Blanche projette de frapper les capitaux américains investis dans des pays étrangers (douze dont le nôtre).

On sait à présent combien ce projet a soulevé d'inquiétudes fondées dans nos milieux d'affaires. Cette inquiétude s'est du reste manifestée aux Etats-Unis également. L'Investors League, qui groupe des investisseurs privés, a lancé un cri d'alarme, marqué peut-être au coin d'un macartisme moribond, mais quand même. Selon ces gens sérieux, en effet, le ralentissement des investissements américains que ne manquera pas d'amener l'application de la taxe pourrait fort bien provoquer un renversement des tendances dans certains pays qui ont besoin des dollars US. L'Investors League craint que cette retraite laisse le champ libre à l'Union soviétique qui tenterait de « remplacer » le commanditaire américain défaillant. Encore que ce cri d'alarme semble délibérément ignorer les difficultés financières de l'URSS, à laquelle le théorique Comecon coûte extrêmement cher, l'argument ne manquera certainement pas d'alarmer certains représentants au Congrès qui vivent dans la hantise de pertes de prestige au profit de l'ours de Moscou.

Une chose est certaine, le chef de la Maison Blanche n'est pas « sorti du bois ». Les difficultés auxquelles il fait face sont certes d'importance. L'hémorragie de l'or et des devises aux Etats-Unis justifie certainement des mesures énergiques. Où l'on a du mal à suivre le jeune président et ses conseillers (?), c'est quand il propose des solutions qui, loin d'améliorer la situation financière à longue échéance, risquent seulement de la compliquer. Même dans l'immédiat, il se trouve certainement quelques pays, parmi les 22, qui ennuyeraient considérablement Washington en réclamant le règlement de quelques créances en souffrance. On n'en est plus au temps du plan Marshall!

Mais tout cela, c'est une autre histoire. Ce n'est certes pas le Canada, pauvre de lui, qui pourra réagir de la sorte. Il ne lui reste, à lui, qu'à subir les désagréments de la politique américaine comme il en a profité, en d'autres temps.

Pour en revenir au cas précis de notre pays face aux mesures projetées par Washington, il n'est pas sans intérêt de songer à une proposition, lancée officieusement par le secrétaire au trésor, M. Dillon lui-même. Ce distingué ministre des finances US considère qu'il serait souhaitable d'exempter de la taxe de 15% les investisseurs américains qui apporteraient de l'argent frais à des sociétés qui, bien qu'installées au Canada, n'en restent pas moins des compagnies américaines puisque leurs actions sont possédées aux Etats-Unis, dans la majorité des cas. Des filiales déguisées, quoi. M. Dillon est allé jusqu'à avouer, bien naïvement, que des firmes comme Aluminium Co. of Montréal ou International Nickel of Canada étant à majorité américaine, pourraient être exemptées de la taxe.

Ce libéralisme, comme on peut le voir, ne profiterait qu'aux Etats-Unis, puisqu'il confirmerait dans une situation regrettable la main mise américaine sur quelques sociétés essentielles du Canada. En d'autres termes, les Américains qui auraient eu la sagesse, pour ne pas dire la décence, de confirmer dans les chiffres la composition d'un conseil d'administration à majorité canadienne en laissant à nos compatriotes 51% des actions, seraient défavorisés par rapport aux représentants autorisés de l'impérialisme américain. Du strict point de vue de Washington, c'est de bonne guerre. Mais du nôtre? Se trouvera-t-il quelqu'un pour dire à Washington que ce n'est pas là une manière de nous remercier d'avoir accepté ces pétards, dangereux pour nous bien qu'innocents pour un ennemi éventuel, que sont les Bomarc.

Y. M.

Point de vue

A la Bourse de Montréal

La semaine dernière, dans une entrevue au *Globe and Mail*, de Toronto, le président du Bureau des gouverneurs des bourses montréalaises, M. P. B. Reid, laissait imprudemment entendre que le successeur de M. Kierans à la présidence des bourses Canadienne et de Montréal devrait nécessairement être un anglophone. Dans un article subséquent, M. Laurent Lauzier, rédacteur financier à *La Presse*, apporte une réponse très pertinente aux déclarations que M. Reid n'a pas cru devoir démentir, ce qui porte à croire qu'il avait effectivement exprimé cet avis devant notre confrère du *Globe*. M. Lauzier écrit notamment:

M. Reid a été mal inspiré dans le choix de son argument quand il affirme qu'un président de formation anglo-saxonne est susceptible de mieux servir les intérêts de la Bourse de Montréal. Au contraire, sous la direction dynamique de M. Kierans, la Bourse a surtout agrandi son rayonnement dans les milieux financiers européens, reconnaissant l'importance prise dans la haute finance internationale par le Marché commun. Compte tenu de cette nouvelle orientation, qui a valu à notre Place locale un nouveau prestige et un virement sensiblement plus élevé, on n'aperçoit nullement pourquoi un candidat de langue anglaise offre une garantie supérieure d'efficacité. M. Reid oublie que les temps sont changés et que la compétence en affaires n'est plus une question de langue maternelle. Le fait est pourtant reconnu un peu partout aujourd'hui, même au Fonds monétaire interna-

tional, où les présidents depuis quelques années sont de formation continentale européenne. (...)

Notre opposition aux déclarations de M. Reid serait injuste si elle était uniquement dictée par un sentiment de nationalisme étroit. Le point essentiel est de savoir s'il existe actuellement des candidats bilingues dont la langue maternelle est le français et qui ont la compétence et le dynamisme voulus pour remplir la fonction de président de la Bourse de Montréal.

Notre réponse est affirmative puisque M. Kierans lui-même, qui connaît bien les exigences de ce poste, favorise la nomination d'un Canadien français à la présidence de la Bourse de Montréal et de la Bourse Canadienne. Il existerait actuellement une bonne dizaine de candidats canadiens-français capables de conduire notre Place locale à de nouveaux sommets.

L'avenir économique du Canada repose sur l'habileté politique de M. Pearson

La défense du Canada n'est pas une question d'ordre militaire. C'est, pour l'instant, une affaire de politique économique et financière. La question qui inquiète les politiques, tout comme les hommes d'affaires, est de savoir si, oui ou non, le premier ministre Lester Pearson, peut reprendre suffisamment de poigne sur les finances du pays pour rétablir la confiance étrangère et sauver le dollar canadien.

Ce commentaire de Michael Barkway, directeur du «Financial Times», de Montréal, indique clairement que la situation économique du Canada tient à l'habileté et au prestige de M. Pearson. Sera-t-il à la hauteur de la tâche? Il est bien difficile de le prévoir.

Il est généralement admis que le budget Gordon fut la seule grave erreur commise durant les fameux «60 jours» du gouvernement Pearson. Au lendemain de la présentation de ce budget, une vague de déception, d'amertume et de mécontentement a déferlé sur tout le pays, et a créé un remous de protestation, au Québec notamment, où il a suscité une levée de boucliers dans les cercles politiques et d'affaires. Mais cette erreur, qui, en fait, est bien plus une gaffe, fut si monumentale et si spectaculaire qu'elle a tout ruiné, y compris la confiance des gouvernants en eux-mêmes, et la confiance qu'ils commençaient d'inspirer au public.

Le premier ministre ne peut plus se fier sur son équipe pour redorer le blason de son gouvernement. C'est à lui, et à lui seul que revient cette tâche redoutable. Et il doit le faire sous la menace toujours présente d'une nouvelle dégringolade du dollar, d'une nouvelle crise de change et, s'il perdait le contrôle de ses forces politiques, d'une crise parlementaire. Afin d'éviter de soulever une trop forte opposition qui ne manquerait pas de se manifester devant toute mesure impopulaire prise par son gouvernement, le premier ministre pourrait être tenté d'attendre l'échéance des pronostiques optimistes basés sur des probabilités mathématiques réconfortantes, jusqu'à ce que ceux-ci soient démentis par les faits. M. Pearson pourrait alors facilement faire accepter des mesures draconiennes, tout le monde étant d'avis que la conjoncture l'y oblige.

M. Pearson doit donc ou bien prendre une attitude qui soit en accord avec les prophètes optimistes, quitte à diriger le pays vers un nouvel état de crise, conséquence de son imprévision, ou bien il accepte la réalité, et se range du côté des pessimistes.

Si le premier ministre ne donne pas, et entièrement, priorité au problème fondamental de la balance des paiements, personne d'autre le fera, et il s'en trouve d'ailleurs bien peu qui voudraient le faire à sa place.

En ce cas, selon M. Barkway, il ne restera aux investisseurs qu'une seule solution prudente: placer leur argent à l'étranger.

Mais, il serait surprenant que M. Pearson ferme les yeux devant le plus sérieux et le plus menaçant des problèmes qui affrontent actuellement le Canada, à moins qu'il ne voit pas l'importance de

la question. Et, tout indique, qu'il voit parfaitement clair.

Le problème qui se pose sans doute à l'esprit de M. Pearson est de savoir que faire, et quand le faire.

Selon M. Barkway, les partisans de la non-intervention ont peut-être de bonnes raisons de s'opposer à toute «action précipitée», mais elles ne sauraient justifier qu'on refuse de se préparer à toute éventualité.

Il importe donc, selon l'éditorialiste, qu'on donne priorité aux questions touchant la politique monétaire d'Ottawa. Car même les prévisions les plus optimistes demeurent sujettes à une condition inéluctable, sans laquelle elles perdent tout leur attrait.

Quelle est cette condition? Toute la politique canadienne doit converger, principalement, et en dépit de toute autre considération, vers le redressement de notre balance des paiements de notre commerce extérieur.

Il sera politiquement impossible de remplir cette condition à moins que le premier ministre, et son ministre des finances, ne parviennent à faire accepter par la population, par l'intermédiaire de leurs partisans, que notre seul espoir de survie nationale, ou de prospérité individuelle dépend avant tout du prix que nous sommes prêts à payer, pour faire au soleil du Monde, la place du Canada.

Cesser de dépenser exagérément en marchandises et en services d'importation, ce n'est pas s'imposer un régime de prospérité. C'est, au contraire, stimuler l'expansion et la prospérité. Car cela signifie que nous fabriquerons plus, et pour notre propre consommation et pour notre commerce d'exportation. C'est ainsi que l'amélioration de notre niveau de vie, et de notre bien-être social, sera étayée par notre propre production.

Nous devrions, évidemment, nous priver de certains luxes, tant que nous n'aurons pas les moyens de nous les payer.

Si M. Pearson parvient à consolider son gouvernement de manière à pouvoir mettre de l'ordre dans les affaires canadiennes, comme il l'a promis au printemps, il devra également convaincre son nouveau cabinet, et tous les membres de son parti que le problème de la balance des paiements mérite une priorité absolue. En sera-t-il capable? Par cette conclusion au mode interrogatif, l'éditorialiste du Financial Times laisse place au doute. Mais si l'on en juge par les propos qui la précède, M. Pearson agira avec fermeté. Au surplus, la partie difficile doit se jouer sur le terrain diplomatique, entre le premier ministre et ses partisans. Et M. Pearson est bien armé.

Deux courants d'idées se partagent actuellement l'opinion chez nos politiques aussi bien que chez nos hommes d'affaires en ce qui concerne l'urgence de prendre des mesures préventives pour prévenir les conséquences de la taxe Kennedy sur les investissements américains au Canada. Le point de vue optimiste, tel que défini par l'éditorialiste du Financial Times, connaît des jours de gloire, mais il semble qu'il se rallie surtout les hommes politiques, alors que les hommes d'affaires seraient plus nombreux à partager le point de vue pessimiste, également relevé par M. Barkway.

Le point de vue des optimistes

— Le déficit global du Canada au compte courant a déjà été réduit de \$1.500, millions en 1960, pour enfin s'établir à \$850 millions l'année dernière. Si cette amélioration se poursuit, il se pourrait bien que le déficit n'excède pas \$500 ou \$600 millions cette année.

Nous ne devrions donc pas avoir besoin de plus du tiers de ce que furent les investissements étrangers au pays il y a trois ans.

A la longue, nous réussirons probablement à attirer ces capi-

taux, même si la taxe Kennedy était appliquée.

Il se fera encore des investissements directs. Nous pouvons également attirer des investissements à court terme, si nous maintenons l'égalité relative des taux d'intérêts canadiens et américains. Rien ne nous empêche d'emprunter à long terme sur le marché new-yorkais. Certains Américains feront fi de la nouvelle taxe et achèteront encore des titres canadiens.

Notre dépendance économique pourrait bientôt être abolie, si le gouvernement orientait toutes ses énergies de manière à réduire le déficit courant; les échanges réciproques pourraient ainsi se poursuivre.

A ce point de vue optimiste s'ajoute une réponse à l'imminence du danger d'une sortie de capitaux qui pourrait se produire pendant les prochaines semaines ou les prochains mois d'incertitude. On soutient en effet que nos réserves de changes pourraient subir des fuites substantielles sans danger, et qu'elles pourraient être renflouées, au besoin, par des emprunts du gouvernement canadien qu'on obtiendrait à New-York, tant et autant qu'il sera nécessaire.

Alors qu'il serait difficile pour les emprunteurs particuliers de s'approvisionner dans la métropole américaine avant que le Congrès n'ait pris de décision sur la taxe projetée, on croit fermement, chez les optimistes, que le gouvernement canadien, lui, le pourrait.

Le point de vue des pessimistes

Tous les calculs mathématiques qu'on fera en ce qui concerne notre balance des paiements ne suffiront point à restaurer la confiance des investisseurs étrangers à l'égard du Canada. Cette confiance avait été déjà fortement ébranlée par le budget Gordon, et vient d'être à nouveau secouée par la taxe Kennedy.

Même émondé et partiellement démantelé, le budget Gordon conserve un aspect que plusieurs de nos voisins du sud considèrent comme anti-américain; et il révèle un degré d'ignorance et d'irresponsabilité qui a choqué et les Canadiens et les étrangers.

Même si le projet de loi Kennedy pourrait être modifié plus tard, ou simplement rejeté par le Congrès, il n'en transparaît pas moins certains desseins de la part de l'administration américaine, qui jouit encore du respect d'une large part des investisseurs américains, desseins qui ont déjà porté les Canadiens à accroître leurs investissements en titres américains.

La solution du problème ne consiste pas seulement à attirer du capital étranger pour équilibrer notre compte courant, mais bien d'arrêter une énorme fuite de capital canadien.

Si le gouvernement fait mine d'ignorer le problème, et ne se prépare pas à faire face à ce danger, il encouragera ainsi les investisseurs à placer leurs capitaux à l'étranger, par crainte de la tournure que prendront les événements.

Augmentation de 6.5% au premier semestre

Les exportations du Canada sont à la hausse

Les exportations canadiennes, au cours du premier semestre de cette année, ont été plus élevées que durant la période correspondante de l'année dernière. Cette nouvelle est connue depuis la semaine dernière, mais le Bureau fédéral de la statistique a publié des détails à ce sujet récemment. Il ressort de ces informations, que notre marché étranger a provoqué des revenus supérieurs de

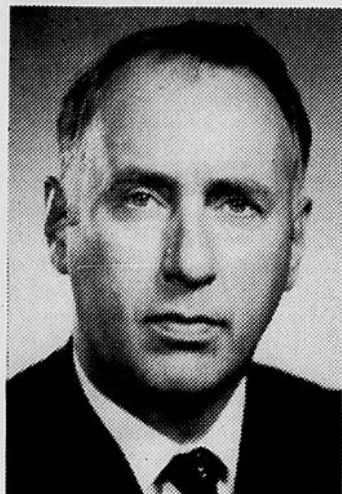
6.5% (3.120 millions contre 2,930 millions).

Le niveau moyen des prix des exportations au cours du premier semestre n'a été que 1.2 p. 100 au-dessus de celui d'un an plus tôt, tandis que l'indice du volume a avancé de 5.4 p. 100, ce qui indique que la hausse de la valeur des exportations est surtout attribuable à un plus fort volume. Une plus grande proportion des expor-

tations était destinée aux autres pays du Commonwealth et à ceux qui bénéficient de tarifs préférentiels, surtout l'Australie, la République sud-africaine, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, qu'un an auparavant. La part de la Grande-Bretagne, du Japon, de la France et des Pays-Bas a aussi grossi. Celle des Etats-Unis a fléchi à 57.4 p. 100 (59.3 en janvier-juin 1962).

	Juin		Avril-juin		Janvier-juin	
	1962	1963	1962	1963	1962	1963
Total, exportations	530.4	515.7	1,577.5	1,677.7	2,930.0	3,120.4
Suivant le pays						
Etats-Unis	304.3	294.2	916.0	949.8	1,737.6	1,791.1
Royaume-Uni	76.2	72.5	233.4	259.1	421.9	463.3
Japon	18.8	24.0	55.4	67.8	104.6	132.1
Chine communiste	15.5	9.4	57.5	35.5	99.6	75.5
Rép. f. d'Allemagne	14.9	16.9	40.5	42.0	74.3	71.8
Pays-Bas	9.7	7.3	20.7	21.4	29.7	38.1
Rép. Sud-Africaine	3.6	4.5	8.8	21.6	19.4	37.0
Norvège	7.0	5.4	18.9	21.8	30.6	34.7
France	3.9	5.4	14.3	15.2	24.4	33.5
Australie	9.9	6.1	26.5	27.6	46.1	52.5
Suivant le produit						
Papier-journal	62.4	61.4	193.4	192.9	362.0	349.6
Blé	59.9	53.3	168.6	167.0	294.0	304.4
Bois-d'oeuvre tendre	35.3	36.9	100.6	106.4	179.6	195.9
Pât. de b. et p. semblable	33.3	29.9	96.8	94.8	185.3	191.0
Alum., y compris alliages	28.8	29.3	73.3	79.9	127.7	145.4
Pétrole brut	21.8	17.5	56.5	60.4	115.6	122.0
Nickel et alliages	9.7	11.4	41.2	57.4	95.6	102.9
Min. et concentrés r-actifs	14.5	16.0	42.5	43.2	85.6	86.0
Minerais, concentrés et déchets de nickel	9.1	12.1	33.9	50.0	64.6	82.0
Cuivre et alliages	12.1	12.3	42.7	42.6	79.8	81.6

Nomination à la Sun Life



J. RIVARD

Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie, annonce la nomination de J. Rivard au poste de gérant de la nouvelle succursale Montréal-Ville-Marie. Membre du Comité consultatif des gérants de la Compagnie depuis trois ans, monsieur Rivard s'est joint à la Sun Life à Québec en 1952 et, avant cette nouvelle nomination, a développé et géré avec succès la succursale Sun Life à Sept-Îles.

La succursale Montréal-Ville-Marie, située dans l'immeuble Sun Life, est une des douze succursales desservant la région de Montréal.

La société David et Frère Limitée vient de publier son rapport annuel, pour l'exercice terminé le 31 mars dernier, et annonce un profit net de \$138,288, soit une baisse par rapport à celui de l'an dernier, établi à \$203,451.

Les ventes de voitures et de camions par les concessionnaires General Motors se poursuivent à un rythme plus élevé que durant l'année record de 1962. En juillet, le total des ventes de voitures de tourisme GM du type nord-américain a atteint le chiffre de 17,421, soit une augmentation de 10 p.c. par rapport au total de juillet 1962.

Les portefeuilles

Le rapport financier intermédiaire de la Société Financière pour le Commerce et l'Industrie (SFCI), pour la période de 5 mois terminée le 31 décembre dernier, indique qu'au début, bien que seulement \$500,000 du capital autorisé de \$2 millions ait été émis, l'actif total atteignait \$10,922,796 à la fin de 1962.

Les emprunts collatéraux, contractés par les firmes membres des Bourses de Montréal et Canadienne atteignaient les \$27,556,874.00 le 31 juillet 1963 par rapport à \$24,909,386.00 à la fin de juin de cette année et au regard de \$18,033,430.00 à la fin de juillet de l'an dernier.

Couvette & Provost Ltée, épicière en gros, a connu un chiffre d'affaires de \$21,197,000 durant les douze mois terminés le 31 mars 1963. Il s'agit d'une augmentation de 10.2%.

Durant la même période, le profit net moyen avant impôt (par \$100 de vente) a été de \$0.85. Comme ce profit était de \$0.64 pour les 12 mois terminés l'année précédente, on constate une augmentation fort importante de 32.7%.

L'actif de British International Finance (Canada) Limited était de \$4,153,566 le 30 juin dernier, et consistait surtout en billets et prêts hypothécaires d'une valeur totale de \$2,797,274, d'un placement de \$550,000 dans York Trust et d'actifs immobilisés de \$458,990.

Lors d'une récente assemblée, les administrateurs de Val Mar Swimming Pools Ltd. ont déclaré un dividende de vingt cents (\$0.20) sur les actions de la classe "A". Ce dividende est payable le 20 septembre 1963 aux actionnaires inscrits le 26 août 1963.

Consumers Glass Company Limited inscrira, le 28 août, sur la liste des valeurs de la Bourse de Montréal à son ouverture, 1,677,852 actions ordinaires, sans valeur au pair, dont 1,358,268 sont émises et en circulation et 319,564 sont réservées pour fins d'émission, en substitution des an-

ciennes actions ordinaires de la compagnie qui seront fractionnées le 30 août, à raison de 4 nouvelles actions pour chaque action détenue.

Au cours du semestre terminé le 30 juin 1963, la société Westeel Products Limited a réalisé un chiffre d'affaires de \$12,391,000 contre \$10,931,000 durant l'année précédente.

La société Price Brothers and Company Limited vient d'annoncer que son profit net est de \$2,936,000 pour le premier semestre terminé le 30 juin dernier; l'an dernier, à pareille date, le profit net avait été de \$4,608,000.

Les Bons d'Épargne du Canada de la série 1962 seront retirés de la vente le 31 août, a annoncé le ministère des Finances.

La vente des bons de 1963 commencera en octobre.

Pendant le premier trimestre de l'exercice en cours, période terminée le 31 juillet dernier, la société Mount Royal Mills a obtenu un profit net de \$55,835 ou de 23 cents par action, comparativement à un profit net de \$43,909 ou de 18 cents par action à la fin de la période correspondante de l'exercice passé.

La compagnie Robert Mitchell Ltd., de Montréal, manufacturera bientôt au Canada les lessiveuses-essoreuses de la division Troy de Ametek, Inc., en vertu d'un accord annoncé conjointement par les deux compagnies.

4,099,292 actions ordinaires, sans valeur au pair, de la Canadian Chemical Company Limited, ont été inscrites sur la liste des valeurs de la Bourse de Montréal la semaine dernière.

D. A. Stuart Oil Co. a gagné \$3.33 l'action durant l'exercice clos le 31 mai 1963 vs \$2.55 précédemment.

Montréal-Nord adjuge \$1,271,000 d'obligations

La cité de Montréal-Nord, comté de Bourget, a vendu, récemment, une émission de \$1,271,000 d'obligations en séries au prix de 93.38. L'émission comprend \$618,000 de titres à 5½% 1964-73 et \$653,000 à 6% 1974-78. À ce compte, la municipalité obtient son argent à un loyer moyen net de 6.0639%. L'emprunt comporte un solde de \$374,000 à renouveler en 1978 pour un terme additionnel de 5 ans.

Datées du 1er août 1963, les nouvelles obligations échoient en séries du 1er août 1964 au 1er août 1978 inclusivement. Elles ne sont pas rachetables par anticipation.

L'emprunt est contracté pour des travaux d'égouts, achat d'un système d'éclairage et de feux de circulation, de travaux d'aqueduc, de pavage et de trottoirs.

L'évaluation imposable de la cité, pour 1963, s'élève à \$106,566,200, y compris \$11,294,655 pour les compagnies. Le 31 décembre 1962, la dette consolidée nette de la corporation se chiffrait par \$16,144,770.01.

Les changes étrangers

Service de la BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Cours à midi, le vendredi 23 août 1963

Pays	Monnaie	Taux
Afrique du Sud	Rand	1.52
Allemagne	Deutsche Mark	2.2722
Angleterre	£ Livre	3.03 1/4
Argentine	Peso	.0083
Australie	Livre Aust.	2.42 1/2
Autriche	Schilling	.0421
Belgique	Franc	.0217 1/4
Bésil	Cruzeiro	.0019
Chili	Escudo	.3738
Danemark	Couronne	.1569
Espagne	Peseta	.0182
France	Franc	.2212
Hollande	Florin	.3002
Italie	Lire	.001746
Japon	Yen	.0030
Mexique	Peso	.0881
États-Unis	Dollar	1.081132
Norvège	Couronne	.1515
Nouvelle Zélande	Livre N. Z.	3.02 1/2
Pérou	Sol	.0407
Suède	Couronne	.2088
Suisse	Franc	.2511
Tchécoslovaquie	Couronne	.1519
Venezuela	Bolivar	.2391

LES FONDS MUTUELS Fluctuation des cours

Semaine finissant le 23 août 1963

	Semaine dernière O D	Cette semaine O D
All Canadian Com.	4.80 - 5.26	4.75 - 5.21
All Canadian Div.	6.66 - 7.30	6.62 - 7.26
American Growth	8.89 - 9.72	8.99 - 9.83
Associated Investors	9.26 - 9.35	9.24 - 9.33
Beaubran	33.44 - 36.31	33.44 - 36.31
Canafund	42.27 - 44.38	42.25 - 44.36
Canada Growth	5.09 - 5.57	5.10 - 5.58
Canadian Energy	6.73 - 7.34	6.85 - 7.49
Canadian Investment Fund	10.36 - 11.37	10.34 - 11.34
Canadian Trusteed	4.64 - 5.07	4.64 - 5.07
Champion	5.85 - 6.43	5.83 - 6.41
Collectif « A »	6.30 - 6.85	6.32 - 6.87
Collectif « B »	5.48 - 5.83	5.49 - 5.84
Collectif « C »	6.48 - 7.09	6.46 - 7.03
Commonwealth	9.03 - 9.90	9.02 - 9.88
Corporate Investors	10.22 - 11.17	10.21 - 11.17
Diversified « A »	21.65 -	21.60 -
Diversified « B »	4.42 - 4.86	4.40 - 4.84
Dominion Comp.	3.65 - 3.92	3.63 - 3.90
Dominion Div.	3.07 - 3.30	3.05 - 3.28
Dominion non-res.	3.56 - 3.83	3.54 - 3.81
Dominion Equity	19.05 - 19.47	19.10 - 19.51
Dreyfus F. (Fonds U.S.)	17.70 - 19.24	17.28 - 19.33
European Growth	6.86 - 7.50	6.87 - 7.51
Ex. Fund 1962	5.39 - 5.64	5.39 - 5.64
Federated	4.79 - 5.23	4.80 - 5.24
First Oil & Gas	4.44 - 4.85	4.50 - 4.92
Group Income	3.63 - 3.97	3.62 - 3.96
Growth Oil & Gas	9.32 - 9.79	9.32 - 9.79
International Mutual	4.67 - 5.07	4.70 - 5.11
Investors Growth	6.97 - 7.58	6.97 - 7.58
Investors Mutual	12.58 - 13.68	12.58 - 13.68
Leverage	7.52 - 8.24	7.50 - 8.22
Mutual Accumulating	3.84 - 4.20	3.83 - 4.19
Mutual Bond	7.48 - 7.83	7.45 - 7.80
Mutual Bond Inc. Fund	5.71 - 5.98	5.69 - 5.96
Mutual Income	5.38 - 5.88	5.37 - 5.87
North American	11.03 - 12.05	11.05 - 12.08
One William Street	14.31 - 15.64	14.41 - 15.75
Provident	4.93 - 5.37	4.93 - 5.37
Putnam (Fonds U.S.)	8.89 - 9.72	8.98 - 9.81
Radisson	4.56 - 5.01	4.55 - 5.00
Regent	5.63 - 6.15	5.59 - 6.10
Research Investing	10.88 - 11.67	10.63 - 11.62
Corp. de Prêt et Revenu	6.08 - 6.64	6.09 - 6.65
Security Fund (Fonds U.S.)	12.99 - 14.20	12.99 - 14.20
TV Elect. (Fonds U.S.)	7.49 - 8.16	7.49 - 8.16
Timed Investment	6.20 - 6.81	6.20 - 6.81
Trans Canada « A »	30.55 -	30.60 -
Trans Canada « B »	31.45 -	30.95 -
Trans Canada « C »	6.35 - 6.99	6.33 - 6.97
United Accumulative	6.13 - 6.70	6.13 - 6.70

MARCIL MORTGAGE CORPORATION

CORRESPONDANTS HYPOTHECAIRES

Représentant

DOMINION LIFE ASSCE. CO.

NORTH AMERICAN LIFE ASSCE. CO.

NORTHERN LIFE ASSCE. CO.

STANDARD LIFE ASSCE. CO.

Prêts hypothécaires

Résidentiels, Industriels, Commerciaux

QUEBEC

925, Chemin St-Louis
Tél.: 681-6201

MONTREAL

360 ouest, rue St-Jacques
Vl. 4-8807

Fluctuations des Bourses de Montréal et de Toronto

Semaine finissant le 23 août 1963

Les indicateurs de ces tableaux sont exclusivement en anglais parce qu'ils sont reproduits tels quels du Financial Times, et qu'il serait techniquement impossible de les modifier sans en retarder la publication de vingt-quatre heures. On en trouvera l'interprétation en bas de page 11.

Ces tableaux sont publiés le
lundi de chaque semaine dans



grâce à l'obligeante collaboration du

Financial Times

OF CANADA

INDUSTRIALS

Yield %	Price/Earn ratio	1963		Stock:	Dividends Paid 1962	Indic. 1963	1962 or latest fisc. yr.	Earnings 6 mos. or latest interim	Current Week			Sales 1000s
		High	Low						High	Low	Close	
4.5	12.3	2.00	.91	Abaco	1.92 1/2	2.00	Dec	3.61	1.10	1.00	1.05	6
4.5	10.3	46 1/4	40 1/4	Abitibi P	1.12 1/2	1.12 1/2	Dec	41.48	44 1/2	43 1/4	44 1/2	35
6.3	25	25	22	" pfd	.10		Dec	.33	25	24 1/4	25	2
6.3	13 1/2	25	22	" pfd	.97	1.50	Dec	4.32	25	24	24	1
12.8	3.15	2.35	2.05	Agnew S	.48		63May	1.69	10 1/4	10 1/4	12	51
	2.85	2.00	1.75	Alfa Dist	.05		63May	.23	3.00	2.95	3.00	5
	1.10	.65		" v.t.	.05				2.60	2.50	2.55	5
3.7	21.0	31 1/2	26 1/2	Alfa Gas	.25	1.00	Dec	1.31	.95	.90	.90	12
5.8	110 1/2	107 1/2	106	" A pfd	6.25	6.25			27 1/4	26 1/2	26 1/2	132
5.3	108 1/2	106	106	" B pfd	5.75	5.75			109 1/2	108 1/4	109	1
	9.75	7.50		" wts					107	107	107	1
4.7	14.5	19	17	Alfa N Gas	.60	.80	Dec	1.17	7.80	7.55	7.55	23
4.5	10.3	24 1/4	19	Algoma C	1.00	1.00	Dec	2.14	18	17 1/4	18	15
	6.90	5.30		" wts					23	20 1/4	22	7
3.0	14.4	59	43 1/4	AlgomaSt	1.40	1.60	Dec	3.64	6.00	5.80	6.00	10
3.6	11.0	12	9 1/4	Algonquin	.37 1/2	.37 1/2	Dec	.96	53 1/2	52 1/4	52 1/4	51
6.2		20 1/2	20 1/2	" pfd	1.30	1.30			11	11	11	1
	35	25		" wts					21	21 1/2	21 1/2	1
	5.25	3.00		Alpha	.20				.50	3.00	3.00	2
11.4		7	4.00	" A	.31	.62 1/2			5 1/2	5 1/2	5 1/2	14
2.2	22.0	30	21 1/2	Alumini	.60		Dec	1.23	40	39 1/2	40	179
		40	39 1/2	" 4 1/4 pfd					40	39 1/2	39 1/2	104
4.7		24 1/2	21 1/2	Alcan Ist	1.00	1.00	Dec	69.63	21 1/2	21 1/2	22 1/2	8
4.9		50 1/4	46	" 2nd	2.25	2.25	Dec	24.38	.75	.75	.75	2
	1.70	.75		Analogue					20			1
	.50	.22		" wts					34	35	35	2
5.9	10.5	38	32	Ang C P	2.00	2.00	Dec	3.29	52 1/2	52 1/2	56	4
5.3		53 1/2	52 1/2	" pfd	2.80	2.80			51 1/4	51 1/4	51 1/4	1
5.0		43 1/4	42	Ang T 4 1/2	2.25	2.25	Dec	16.10	54 1/2	54 1/2	54 1/2	1
		51 1/4	50 1/4	" 2.65					8 1/2	8 1/2	8 1/2	1x
5.3		56	52 1/4	" 2.90	2.90	2.90	Dec	16.10	54 1/2	54 1/2	54 1/2	1
3.4		8 1/4	8 1/4	Ang Nfld	.30	.30			54 1/2	54 1/2	54 1/2	1
	11 1/2	8		Ang-Scan	.30		Apr 13m	.51	11 1/4	11 1/4	11 1/4	13
3.0	12.7	18 1/4	14 1/4	Anthes A	.40	.52	Dec	1.40	17 1/4	17 1/4	17 1/4	1
		105	101 1/2	" B	.19	.375	Dec	1.40	102 1/2	103 1/4	103 1/4	13
2.2		13	8 1/4	Argus C	.15	.20	Nov	.33 1/2	51	51	51	3
1.8	33.0	9 1/4	7 1/2	" C pfd	.15	.30			52 1/2	52 1/2	52 1/2	4
4.9		53 1/2	50	" 2.50	2.50	2.50	fNov	11.20	52	52	52	6
5.0		53 1/2	50	" 2.60	2.60	2.60	fNov	11.20	52	52	52	6
5.2		53 1/2	50	" B pfd	2.70	2.70			52	52	52	6
6.8	14.3	29 1/4	23 1/4	Asbestos	1.60	1.60	Dec	1.64	17 1/2	17 1/2	17 1/2	1
5.5		11	7	AsdownA	.60		Dec	1.43	17 1/2	17 1/2	17 1/2	1
		8 1/2		" B	.27				98	98	98	6
4.7	11.9	18	11 1/4	Ash Temp	.80	.80	Dec	1.43	20 1/2	19	19	3
6.1		104	98	" B	6.00	6.00			25	24 1/4	24 1/4	2
6.3		104 1/4	98 1/2	" 2nd pf	.65	.65	Dec	1.52	16 1/2	16 1/2	16 1/2	19
5.5		22 1/2	19	Atl Acc	.65	1.10	Dec	1.34	23 1/2	23 1/2	23 1/2	7
		25 1/4	24 1/2	" 2nd pf	1.44		Dec	9.23	23 1/2	23 1/2	23 1/2	7
4.7	12.9	19	16	Atl Sugar	.67 1/2	.80	Dec	2.12	37.60	37.60	37.60	2
5.1		25	22 1/2	" A	1.20	1.20			2.90	2.85	2.75	465
4.9		103 1/2	100	" pfd	5.00	5.00			4.55	4.55	4.55	3
3.3	17.6	37.65	34 1/2	Atlas SH	1.25	1.25	Dec	2.12	2.15	1.60	1.60	4
		3.30	2.50	Atlas Tel					.33	.25	.26	100
5.7	11.9	5.00	4.10	Auto El	.25	.25	Dec	.37				
		3.25	1.60	Auto Fab	.45		Dec	1.61d				
		1.70	.25	" B								
		5	4 1/4	Auto Rad								

B

4.8	12.8	56	50 1/2	Barcelona	2.50	2.50	Dec	4.05	3.00	2.15	6.25	7
2.9	18.4	20 1/4	16 1/2	Bates & In	.50	.50	Dec	.95	2.30	2.15	2.15	5
10.9	13	8 1/4	7 1/2	Beatty			Dec	1.10	51 1/4	51 1/4	51 1/4	4
4.4	15.0	37 1/4	33 1/4	Beav Lm	1.60	1.60	Dec	2.68	17 1/2	17 1/2	17 1/2	1x
5.1	21	19 1/4	18	" A	1.00	1.00	Dec	2.41	11 1/4	11 1/4	11 1/4	2
5.0		28 1/2	28	" pfd	1.40	1.40	Dec	2.68	37 1/4	37 1/4	37 1/4	1 1/2
5.8	17.4	12 1/4	11 1/4	Beld Cort	.70	.70	Dec	1.56	11	11	11	1x
		10	10	" pfd	.70	.70	63Jan.	.99	12	12	12	1
6.2	16 1/4	16 1/4	15 1/4	Belg Stor	1.00	1.00	63Jan.	.99	12	12	12	1
4.1	20.2	57 1/4	51 1/4	Bell Tel	2.20	2.20	Dec	2.66	16 1/4	16 1/4	16 1/4	231
5.1	6.7	10 1/4	9	Biltmore	.40	.50	Oct	1.42	9 1/2	9 1/2	9 1/2	1
6.7	17	15	15	" pfd	1.00	1.00	Oct	2.42	15 1/2	15 1/2	15 1/2	1
4.7	19.5	4.00	2.90	Blue Bon	.12 1/2	.16	63Feb	17 1/2	3.40	3.30	3.25	37
		8.00	4.75	" wts					52	52	52	17
5.4		52 1/2	49 1/2	BowM pf	2.75	2.75	Dec	7.30	5 1/2	5 1/2	5 1/2	10
		6 1/4	5 1/4	Bowwater	.30		Dec	.50	52	51 1/4	52	4
5.0		53	50	" S	2.50	2.50	Dec	29.16	52 1/2	52 1/2	52 1/2	1
5.2		54 1/2	50 1/2	" 5	2.75	2.75	Dec	29.16	34	40	40	30
4.4		35	32	Bowes	1.50	1.50	Dec	3.99	4.65	4.55	4.55	25
		9.3	5 1/2	BowValley	.12 1/2		May	.49	4.55	4.55	4.75	80
		6 1/4	4.50	Bramalea			Dec	.07	3.05	2.90	3.00	1
8.5		80	70	" pfd	6.00	6.00	Dec	315.24	1.85	1.80	1.80	3
		3.15	1.80	Bridge Tk			Dec	.99d	21 1/2	21 1/2	22 1/2	1
1.2	16.0	95	81	Bright	1.00	1.00	63Mar	5.04	57	57	57	1x
4.3	19.9	60	53	BA Bank	2.50	2.50	Dec	2.96	27	26 1/4	26 1/4	89
3.7	17.1	30 1/2	26 1/4	BA Oil	1.00	1.00	Dec	1.59	17 1/4	16 1/4	16 1/4	5
3.1	13.9	19 1/4	12 1/2	BC Forest	.50	.60	Dec	1.40	16 1/4	16 1/4	16 1/4	1
4.5	6.4	17 1/2	15 1/4	BC Pack A	.75	.75	63Mar	2.66	17	16 1/2	16 1/2	1
5.9	6.4	18	15	" B	1.00	1.00	63Mar	2.66	24 1/2	23 1/2	24 1/2	789
		24 1/2	19 1/2	BC Power	.25		Dec	.32	36 1/2	36 1/2	36 1/2	1
		20.8	40	BC Sugar	.85		Sept	1.73	19 1/2	19 1/2	19 1/2	12
5.1		20 1/4	19 1/4	" pfd	1.00	1.00	Dec	3.29	54 1/2	54	54 1/2	8
4.0	16.3	58	51 1/2	BC Tel	2.20	2.20	Dec	17.95	92	92	92	1
4.9		92 1/2	88	" 4 1/2	4.50	4.50	Dec	17.95	88	88	88	4
5.0		90 1/2	85	" 4 1/2 pf	4.38	4.38	Dec	17.95	96	96	97	1
4.9		98	94	" 4 1/2 pf	4.75	4.75	Dec	17.95	107 1/4	107 1/4	107 1/4	1
4.8		99	94 1/4	" 5 1/2	4.75	4.75	Dec	17.95	110	110	110	1
5.3		107 1/4	105	" 5 1/2 pf	5.75	5.75	Dec	17.95	8	8	8	3
5.6		108 1/2	105 1/2	" 6 pf	6.00	6.00	Dec	17.95	20 1/2	20 1/2	20 1/2	4
5.7		11	107	" 6 pf	6.25	6.25	Dec	17.95	13 1/4	13 1/4	13 1/4	1x
		9 1/2	20 1/2	Brockville	1.04	1.04	Nov	.29	21 1/4	21 1/4	21 1/4	12
3.6		14 1/4	12	Brooke B	.40	.50	Nov	1.80	5 1/4	5 1/4	5 1/4	1
5.5	12.2	22	17	Bruck A	1.50	1.20	gOct	1.20	26 1/2	25 1/2	26 1/2	3
		6.00	3.75	" B			gOct	1.10	5 1/2	5 1/2	5 1/2	2
3.5	24.1	31 1/2	21	Build Pro	1.35	.90	Dec	.55	5 1/2	7	7	2
7.1	12.7	7 1/2	6 1/2	Bullock A	.50	.50	Dec	.55	8 1/4	8 1/4	8 1/4	10
6.4		5 1/2	5 1/2	" B	.35	.35	Dec	.79	8	7 1/2	8	2
6.4	10.8	10 1/4	8 1/4	Burns			Dec					
5.7		8	7 1/4	BurrDryA	.45	.45						

C

2.7	17.4	24 1/2	20 1/4	Cabot	.50	.60	Dec	1.26	.60	.46	.60	44
4.8		105	102 1/2	Calg Pow	5.00	5.00	Dec	59.69	21 1/4	21 1/2	21 1/2	58
		6.2	4.85	Canada	.10	.10	Jun	.80	5 1/4	5 1/4	6	4
2.0		52	49	" pfd	.68 1/4	2.75	Nov	8.10	35	33	35	4

		Earnings		Current Week								
Yield %	Price/Earn ratio	1963 — High Low	Stock:	Dividends Paid 1962	Indic. 1963	1962 or latest fisc. yr.	6 mos. or latest interim	High	Low	Close	Net Chg	Sales 100s
8.5	2.90	2.40	Dale			Dec .09		2.40	2.40	2.40	+ 2 1/2	9
6.8	2.45	1.10	Dalex pld	7.00	7.00			83	83	83		1
3.8	14.7	16	David Fr	3.00	3.00	Mar 9.86		10	20	20		36
3.5	14.0	55 1/2	De Havill			bDec 90.46		3.20	4.00	4.00	+25	46
	1.95	1.40	Delta El				Feb .75	1.80	1.65	1.80	+ 1/4	38
	24	47	Denault	.60	.60	Jun 1.07	Apr 9m 2.72	16	15 3/4	16	— 1/4	46
	55 1/2	47	Dist Seag	1.70	1.80	July 3.60		50 1/2	49 1/2	50 1/2		
DOMINION												
2.5	10.0	23 3/4	D Ang In	.40	.40	July 1.64	Apr 9m 1.93	16	20	20		
5.5	28.0	124	D Bridge	5.00	5.00	Oct 28.31		91	100	100		
1.8	20	5 1/2	DCGenin	.70	.40	Oct .66		18 1/2	17 1/2	17 1/2	— 3/4	74
4.8	10.6	22	D Coal pld	2.07 1/2	2.07 1/2	July 1.81		119	119	119	+ 1	1
5.9	11.9	13	D Corset	1.00	1.00	Dec 2.02		13	13	13		5
1.9	8.9	13 1/4	D Dairies	1.00	1.00	Dec 1.09		21	21 1/2	21 1/2		
	102 3/4	100	D Elect	1.75	1.75	Dec 19.07		13	15	15		
4.6	7.5	12 3/4	D Fab	.20	.20	Dec 1.21		29 1/2	10 1/2	10 1/2	+ 1/8	2
6.3	24	23	D Magna	.60	.60	Dec 1.74		10 1/2	10 1/2	10 1/2		
2.6	14.3	68	D Oilcloth	1.30	1.30	Dec .49	June .31	13	14	14		
3.4	14.9	20 1/2	D Scot	.20	.20	Dec 1.50	June .12	24	61 3/4	61 3/4	— 1/4	28
3.6	7.0	7 3/4	D Steel & C	.40	.40	Dec 4.50	June 2.31	17 1/4	17 1/4	17 1/4	— 1/4	10
	2.75	1.75	D Stores	.36	.36	Dec 1.01		19	21 1/4	21 1/4		
	15.4	10	D Tar	.80	.80	Dec 1.40	June .52	5 3/4	6 3/4	6 3/4		
4.8	18.0	28 1/2	D Text	1.00	1.00	Dec 69.06		2.05	2.15	2.15	+ 3/4	4
2.4	29.5	9 1/4	D Text	.90	.90	Dec 1.40		8	7 1/2	7 1/2		15
5.1	50 3/4	47 1/2	Donohue	.95	1.00	Mar 361.63	June 1.14	27	26	27		
3.3	15.6	15 1/4	Dover Ind	.60	.60	Dec 2.41		8 1/4	8 1/2	8 1/2		
3.2	15.2	16 1/4	Dow	.45	.45	Dec 1.60	June .87	49	49 1/2	49 1/2		
4.7	12.2	20	Dupont	.75	.75	Dec 253.96	June 138.60	12 1/4	12 1/4	12 1/4	+ 1/4	18
4.6	9.7	23 1/2	Dupuis A	.55	.55			15 1/4	15 1/4	15 1/4	— 1/4	76
5.4	147 1/2	145						17 1/2	16 1/2	17	+ 1/8	188
4.2	10.0	25 1/2						21 3/4	21 3/4	21 3/4		64
5.7	7.2	12						19 3/4	18 1/2	19 1/2	— 1	7
6.0	10 1/4	9 3/4						10				
2.6	17.4	57						58				
7.1	10 1/4	8 1/2						8 1/2	8 1/2	8 1/2		1x
2.6	23.1	44 1/2						37	36 1/4	36 1/4	— 3/4	24
4.5	10 3/4	9						84	10	10	— 1/8	11
5.4	10 3/4	9						10	10	10		
E-F												
3.9	5.5	25	East Koot	7.00	7.00	63Mar 4.02		23	30	30		
5.0	27.1	10 1/4	EasyW pt	1.00	1.00	Dec 1.26		178	200	200		
4.9	51 3/4	50 1/4	Econ Inv	.34		Dec .36e	June .17	99 1/4	99 1/4	99 1/4	— 1/8	9
5.1	9.4	39	Eddy M	1.35	2.50	Dec 10.69	June 5.53	51	34 1/2	34 1/2	+ 1/2	5
5.0	11	9 3/4	Electroler	.50		Dec 3.90		34 1/2	34 1/2	34 1/2		
4.3	15.2	59 1/2	Electro	1.60		Dec 1.46		58 1/4	60	60		
4.3	9.6	14	Emp Life	.50	.60	Dec 1.46		13 1/4	14	14		
	260	189	EnkHeat A	.50	.50	gDec .80		250	250	250	+10	1
	8.1	7 1/4	" B	.60	.60	gDec .30		6 3/4	11	11		
	3.00	2.65	" L					2.00				
	6 1/4	5 1/4	Erie A	.60	.60			5 1/2				
	1.25	1.25	" L					1.10				
5.5	10 1/4	6 1/2	Exquisite			63Feb 1.08		7 1/2	7 1/2	7 1/2	+ 1/4	10
	11 1/2	10	" A	.60	.60			11	10 1/4	10 1/4	— 3/4	12
	2.45	1.35	" A wts					1.45	1.35	1.45	+10	6
6.2	8 1/4	8	Fabi	.50	.50	63Mar .78		7 1/2	8	8		
4.7	12.8	66	Falcon	2.50	2.50	Dec 4.11	June 1.39	55 1/4	51 1/4	53	— 2 1/2	190
5.3	12.4	21 1/2	FamPlay	1.00	1.00	Dec 1.54	Mar 3m .31	19	18 1/4	18 1/4		14
	18.6	34 1/2	Fy Farm	1.25		June 1.85	Dec .77	33 1/2	33 1/4	33 1/2	— 1/2	8
	19.5	4.95	Fd Farms			63Mar .21		4.10	4.00	4.00	—10	10
2.4	11.7	79	Fd Grain	1.65	1.65	July 5.91		1.40	1.75	1.75		
4.9	30	28	Fibre Pr	1.40	1.40	16.74		69 1/2	69 1/2	69 1/2	+ 1/2	1
2.7	8	3 1/2	Fiscal Int	.20	.20			28 1/4	29 1/4	29 1/4		
	19	18	" pld					6	5	5	— 1	2
5.6	11 1/2	9	Fittings			Dec 2.80		7 1/2	9	9		
	8 1/2	6	" A	.60	.60	Dec 5.27		18 1/2	19 1/2	19 1/2		
3.3	13.2	25	Fleet	.55	.65	Dec 1.51	June 9m .07	7	8 1/2	8 1/2		
3.2	600	45 1/2	Fleetwood	.55	.65			10 3/4	15	15	—10	35
4.3	9.0	200	Ford	1.80	1.80	Dec 1.91	June 9.13	61	55	55	+ 1/4	1
	4.50	4.00	Ford Can	7.50	7.50	Oct .19		20 1/4	20 1/4	20 1/4	+ 1/4	2
6.1	11.5	11 1/8	For Pow	.50	.50	Dec .72		58	56 1/4	58	+ 3	2
4.9	15.3	32 1/4	Foundat'n	1.20	1.40	Dec 1.90		177	175	177		
4.3	12.0	7	Fraser C	4.50	4.50	Dec .50	June .80	3.50	8	8	— 1/4	31
	105	100	Freiman			337.18		28 1/4	28 1/2	28 1/2	— 1/4	19
3.5	13.6	21	Friglistors	.65	.65	May 1.36		6 1/4	6 1/4	6 1/4	+ 1/4	6
	5.2	8	Frost A			Dec 1.25		105	1.20	1.00	—15	29
	6 1/8	6 1/8	Fruehauf					19	19	19	+ 1/2	2
G												
	35 1/2	33 1/8	Gatineau	2.00	2.00	Dec 2.23		102 1/2				
	107 1/4	100 1/2	" 5 1/2	5.50	5.50	Dec 28.72		99 1/4	99	99 1/4		
3.9	8.8	14	Gen Baker	.40	.50	Dec 28.72		13 1/2	13	13 1/2	+ 3/4	1x
	8 1/2	5 1/4	Gen Dav			53Apr 1.45		6	5 1/2	6	— 1/8	17
4.3	15.8	80 3/4	Gen Dyn	3.00	3.50	Dec 5.29	June 2.60	26	25 1/2	26	— 1 1/2	2
	.87	.80	GP Drill			Dec 5.10	June 3.07	80 3/4	77 1/4	80 3/4	+ 2 1/4	10
	.82	.65	" A			63Mar .01		.82	.81	.81		
	32	27 1/2	Gen Pr A	1.25		Dec .57		.81	.78	.81	— 1	7
5.5	92	84	GS Ware	5.00	5.00			27	12	12	— 1/8	10
	4.25	3.30	Gen Auto					12	90	90	— 1	1
5.2	10.4	11 1/2	Globe A	.52	.52	63Mar .96		3.75	3.60	3.60	—40	10
4.6	20.0	144	Goodyear	6.00	6.00	Dec 6.52		10 1/4	9 1/2	10		10
4.3	7.7	13.5	Goodyear	2.00	2.00	Dec 14.47		130		132		
5.9	8 1/2	6 1/8	G McKay	.50	.50	63Jan .48		45 1/4	46 1/4	46 1/4		
9.1	12	11	Grafton	1.00	1.00	Jan .02d		6 1/2	6 1/2	6 1/2		1
	32.0	12 1/2	GTBCanin	.30		Dec .36	June .21	8 1/2	9	9		
4.0	16.3	20 1/2	" pld					11 1/4	11 1/4	11 1/4	— 1/4	2
3.6	16.8	25 1/2	GT L Pap	.80	.80	Dec 1.21	June .55	48	47 1/2	47 1/2		1
	13 1/2	8.85	GT L Pow	.80	.80	Dec 1.31		20 1/4	19 1/4	20	+ 1/4	76
	12.5	10 3/4	" wts					22 1/2	22 1/2	22 1/2	+ 1/8	2
5.4	50 1/2	44	GT N Cap	.35		Dec .73		10 1/4	10	10	— 3/4	5
5.5	50 3/4	48	" pld	2.50	2.50	23.60		9 1/2	9 1/2	9 1/2	+ 7/8	58
	1.35	1.35	" 2.80	2.80	2.80	23.60		46		46 3/4		
	2.45	2.25	" wts					50	51	51		
	2.95	2.75	" B wts					1.40	.35	.40		35
8.5	17.8	5.00	GT W Coal	.50	.50	63Mar .33		1.50	1.40	1.40		12
	9.9	4.50	" B	.25		63Mar .33		2.40	2.75	2.75		
	1.00	.37	GT W Sadd			63Jan .39d		5 1/2	5 1/2	5 1/2	— 3/8	5
3.4	19 1/2	14 3/4	GT W Gass	.40	.60	Dec .57	Mar 3m 1.11	.80	3.00	3.00	—25	85
3.5	17 1/2	14	" v.t.	.40	.60			17 1/2	17 1/4	17 1/4	+ 1/4	27
	1.80	.45	" wts					17 1/2	16 1/2	17		17
4.3	19.4	13 1/2	Green'g	.17 1/2	.56	Dec .57	Mar 1.33	1.35	1.65	1.35	+71	21
2.4	27.9	54	Gr Lines			Dec .67		2.20	3.00	3.00		
			Guar Tr	1.17 1/2	1.40	Dec 2.10		13 1/2	12 1/2	13 1/2	+ 1/2	50
								58 1/2	58	58 1/2		5
H												
3.2	8.2	19 1/4	Hahn	.60	.60	Jun 2.25		18 1/2	19 1/2	19 1/2		
5.2	18 1/4	17 1/2	" 1st	.90	.90	Jun 11.40		17 1/4				
4.5	10.9	26 1/4	Ham Colt	1.10	1.10	Dec 2.25		94 1/4	27	27		
5.3	98	95 1/2	" pld	5.00	5.00	50.98		3.75	4.00	4.00		
6.6	9 1/2	9 1/8	Hand Ch		.60			9 1/8	9 1/2	9 1/2		
2.9	37.0	19 3/4	HndyAndy	.40	.40	Dec .40		3.00	5.50	5.50		
	4.10	1.65	" wts					1.80	1.70	1.75		116
	76	50	Hardee F	6.50				65	75	75		
1.3	9.3	25 1/4	Harde C	.46	.32	Oct 2.60	Apr 1.47	24 1/2	24	24	— 1	8
5.8	26 1/2	23 1/2	" pld	.72	1.43 1/4	Oct 9.18		25	25	25	+ 1/4	3
	7 1/2	4.70	Hawker			Dec .07		55 1/2	5 1/2	5 1		

E-F

G

H

Yield %	Price/Earn ratio	— 1963 —		Stock:	Dividends Paid 1962	Indic. 1963	Earnings —		Current Week		Net Chg	Sales 100s			
		High	Low				1962 or latest fisc. yr.	6 mos. or latest interim	High	Low			Close		
6.0	13 1/2	11		Hughes O A	.80	.80			13 1/4						
5.0	26	25 1/4		" B	.30	.40			8	10					
6.3	32.8	66	58 1/2	Hur & Erie	1.25	1.60			25 1/4						
		7 3/4	.50	Husky O			Dec	1.95	6 1/8	57 1/4	64	1			
		.95	.65	" C wts			Dec	.01d	6 1/8	57 1/4	49	46			
									.18	.44	.40	39			
											— 2				
5.9	12.0	33	31 1/2	ImpFloG	1.60	1.60	Aug	2.35	26 3/4		31				
1.7	192	140	140	Imp Life	3.00	3.00			175		179				
3.3	19.3	45 1/2	39 3/4	Imp Oil	1.40	1.40	Dec	2.16	42 3/4	41 1/2	42 1/4	181			
5.5	10.4	16	13	Imp Tob	.72 1/2	.75	Dec	1.33	14	13 1/2	13 1/2	84			
		6 1/2	5 1/2	" pld	6 1/2	6 1/2			6 1/4	6 1/4	6 1/4	13			
4.5	12.2	28 1/4	22	Ind Acc	1.00	1.00	Dec	1.85	June .85	22 1/2	22	22	139		
4.5	100	96	96	" 4.50	4.50	4.50		14.13	96	96	96	— 3	15x		
4.7	49	47 1/2	" 2.25	2.25	2.25	2.25		14.13	48	49	49				
	11.5	6.00	4.15	Ind Min	.30		Dec	.48	June .33	5 1/4	5 1/4	5 1/4	— 1/4	2	
	1.20	.82		Ind Wire					.83		.95				
6.3	32.0	8 1/4	7 1/4	Inger SA	.50	.50	Dec	.25	7 1/2		8				
	6.25	4.35		Ingilis			Dec	.43d	4.98	4.50	4.60	—25	12		
4.4	11.4	18	16 1/4	Ing Bell	.80	.80	Dec	1.58	18		20				
	18 1/4	17	17	Ind C pld	.80		Dec	1.91	17	17	17		1x		
	10.1	3.85	2.20	Ind Chem			Dec	.30	June .16	3.00	3.00	3.00		5	
	25.0	6 1/2	4.75	Ind N Gas			Jun	.25	6 1/4	6	6 1/4		57		
5.5	19 1/4	17 1/2	" pld	1.00	1.00		Jun	3.33	18 1/4	18	18 1/4		8		
	.87	.54		" wts					.58	.54	.58	— 2			
	2.80	1.80	Inspiration						2.40	2.30	2.40	+15	13		
4.6	8 1/4	6 1/2	Int City G	.30	.30				6 1/2	6 1/2	6 1/2	— 1/2	1		
4.0	6.5	21 1/4	16	Int Bronze	.80	.80	Dec	3.07	20	20	20		1x		
5.7	28 1/2	26	" pld	1.50	1.50		Dec	4.57	26 1/2	26 1/2	26 1/2	+	1/8	1	
2.5	63	44 1/4	Int Minis	1.60	1.60		63 June	3.53	63	60 1/2	63	+ 4 1/2	9		
3.4	20.9	73 1/4	61 1/4	Int Nick	1.90	2.20	Dec	3.19	June 1.79	66 1/4	65 1/2	66	— 3/8	118	
		11	9	Int Paint	.25		gSept	1.61		9 1/2	11 1/2				
6.7	23	22 1/2	" pld	1.45	1.45				21 3/4						
3.2	21.0	34 1/4	28 1/2	Int Paper	1.05	1.05	Dec	1.56	June .75	33 1/4	32 1/2	32 1/2	+ 1/8	23	
3.4	19.8	27 1/4	21 1/2	Int Util	.77 1/2	.80	Dec	1.16	June 1.01	23 1/2	23 1/2	23 1/2	— 1/8	75	
4.1	54 1/2	48	" pld	2.00	2.00		Dec	12.06	June 8.29	49 1/2	49	49 1/2	+ 1 1/4	3	
		6 1/2	4.40	Intp Dist	.05				4.50		4.60				
	4.55	2.50	" wts						2.50		2.80				
	.81	.50	" 62 wts						.40		.50				
4.0	23.3	87	78 1/4	Intp Steel	3.05	3.20	Dec	3.48	June 1.71	80 1/2	79 1/2	80 1/4	— 1/2	47	
4.7	20.3	3.60	1.50	Intp-Steel					3.55	3.25	3.30	—25	242		
5.7	59 1/2	52	Inv Fdn	2.40	2.40		63 Mar	2.51	30 1/2	50 3/4	50 3/4	— 1/4	1x		
	23.1	68	57 1/4	Inv Synd	1.00		Dec	2.35	June 1.20	54 1/2	52 1/2	52 1/2	— 1/4	1x	
	21.9	59 1/2	50 1/2	" A	1.00		Dec	2.35	June 1.20	51 1/4	50 1/4	51 1/4	+	1/4	28
	12	10	Iroq G pld				Dec	.87	8	10 1/4	10 1/4				
6.0	6.5	13 1/4	9 1/4	Jam PS	.75	.60	Dec	1.69	June .81	10 1/4	10	10	— 3/4	14	
	20.0	7	4.95	Jeff Pet			Dec	.30 1/2	June .25	6 1/2	6	6 1/2	+ 3/8	7	
	3.15	2.05	" B wts						2.35	2.15	2.25	—10	12		
3.8	16.0	3.55	3.10	Jock Club	.12	.12	Nov	.20	3.20	3.10	3.10	— 5	68		
5.7	10 1/2	10 1/4	" A pld	.60	.60		12.72		10 1/2	10 1/2	10 1/2	— 1/2	1		
5.4	10 1/2	10	" B pld	.55	.55				10 1/2	10 1/2	10 1/2	+ 1/8	5		
	.80	.55	" wts						.60	.58	.58	+ 3	27		
4.3	4.6	6 1/4	K Doug A	.25	.25		bJun	1.21	5 1/4	5 1/4	5 1/4	+ 1/8	13		
	2.65	1.60	" wts						1.85	1.75	1.85	+10	20		
11.4	12 1/2	9	Kelvinat	.25			Sept	.83	9	10					
	6 1/4	4 1/2	Kenting						4.50	4.50	4.50		2		
3.3	16.5	17 1/2	14 1/2	Labatts	.46	.55	63 Apr	1.02	17 1/2	16 1/4	17 1/4	+	3/8	43	
5.0	8 1/2	7 1/4	7 1/4	Lab Acc	.40	.40			7 1/4	7 1/4	7 1/4	— 1/4	4		
	7 1/2	4 1/2	Laf Cem				Dec	.20d	7	6	6	— 1	9		
	8	5 1/2	" A				Dec	.10	7 1/4	7 1/4	7 1/4	— 1/2	10		
	.80	.44	" wts						.49	.49	.49	— 1	2		
22.7	4.10	2.40	Lakeland				63 Jun	.18	4.10	3.80	4.10	+30	223		
	22 1/2	21 1/2	" pld						22 1/2	22 1/2	22 1/2	+ 5/8	17		
12.0	2.95	2.30	L Ont Cem				Nov	.20	2.55	2.35	2.45	+10	62		
	11 1/4	9 1/4	" pld				Nov	3.22	10 1/4	10 1/4	10 1/4	— 3/8	2		
	.85	.40	" wts						.49	.40	.40	— 5	13		
5.4	7.8	20 1/4	18	Lambt A	1.00	1.00	Dec	2.37	19	19	19	+	1	4	
	42	32 1/2	LamLoan	1.45					42	42	42	+ 1	4		
4.0	19.0	18 1/2	16	Lamont A	.40	.40	Sept	.88	10	9 1/2	9 1/2	— 1/2	3		
5.1	9.6	19	12	Laur Fin	.65	.70	Jun	1.40	Dec .50	16 1/2	13 1/4	16 1/2	— 1/4	49	
6.2	22	20	" 6 1/4	1.25	1.25			5.75	20 1/4	20 1/4	20 1/4	— 1/8	3		
6.1	22	20 1/4	" 1.25	1.25	1.25			5.75	20 1/2	20 1/2	20 1/2	+ 1/8	2		
5.6	26 1/2	23 1/4	" 1.40	1.40	1.40			5.75	25	25	25		1		
5.3	43 1/2	37 1/2	" 2.00	2.00	2.00			15.75	37 1/2		37 1/2				
4.2	22	22	Law J A	1.00	1.00				35						
	4.7	12 1/2	4.05	Leland	1.00	1.00	Jun	1.02	40			—15	65		
	7 1/2	7 1/2	L Laif-Lec	.40					4.70	4.10	4.50				
5.2	11.0	19 1/2	13 1/2	Levy C	.33	.72	Dec	1.67	7 1/4	7 1/4	7 1/4		3		
5.7	13	10 1/2	" 2 pld	.33			Dec	4.89	18 1/4	18 1/4	18 1/4	+ 3/8	34		
	7 1/4	7 1/4	Lewis	.10			Dec	4.76d	12 1/2	12 1/2	12 1/2	+ 1/4	12		
2.6	9.2	9 1/4	Lob Cos A	.17 1/4	.20		Dec	.86	7 1/4	7 1/4	7 1/4		46		
2.5	9.2	9 1/4	Lob Cos B	.17 1/4	.20		Jun	.86	7 1/4	7 1/4	7 1/4		1x		
5.0	51	47 1/2	" pld	2.40	2.40		Jun	21.43	48 1/4	48	48	— 1/4	2		
2.6	12.5	126 1/2	Loblau G	2.90	3.20		Jun	10.07	121						
4.9	33 1/2	31 1/2	" B pld	1.60	1.60		Jun	10.07	32 1/2	31 1/2	31 1/2	— 1	3		
4.9	33 1/2	30	" 1st	1.50	1.50		Jun	11.51	30 3/4	30 3/4	30 3/4	— 1/4	2		
6.2	52	50	" 2nd	2.90	3.20		Jun	10.07	51 1/2						
4.8	10.0	10 1/2	B Lob Inc	.40	.40		Jun	.83	8 1/8	8	8	— 1/4	3		
	.97	.82	Locana						.82		.91				
1.0	18.6	19 1/2	15 1/2	Loeb	.20	.20	63 Jan	.95	17 1/2	17 1/4	17 1/2		12		
	36 1/2	34 1/2	LStLPow	1.30			Dec	3.03							
4.8	25	21	Lowney	1.00	1.00		Jun	.47d	22		25				
	7	5	M Kinn SS	5.00	5.00		July	1.44d	5 3/4						
			" pld				July	15.78d							
4.5	13.0	23 1/2	19	MLaren A	1.10	1.00	gDec	1.67	22	21 1/2	21 1/2	— 1/2	6		
4.5	25	25	19 1/4	" B	1.10	1.00	gDec	1.67	22	22	22		1		
	15.2	24 1/2	M Leod A	1.56			Dec	1.56	23 1/2	23 1/2	23 1/2		1x		
4.3	13.4	9 1/2	18 3/4	MacMPW	.75	1.00	Dec	1.73	23 1/2	22 3/4	22 3/4	— 1/4	140		
		3.20	2.25	Magna El					2.20		2.60				
	7.8	23 1/2	21 1/2	Magnum	.30		Jun	3.00	Mar 9m .44						
4.6	9.9	27 1/4	25	Maier	1.20	1.20	63 Jan	2.73	26	26	26	— 1/4	3		
2.6	25	25	Mailman	.60	.60		63 Apr	2.29	23						
3.8	26	25	" prior	1.00	1.00		Apr	2.52	98	97 1/2	97 1/2		4		
5.1	98	94 1/2	" pld	5.00	5.00		Apr	20.49	26	27					
	21.4	44	32	Maple G	1.50		Aug	2.05	44	43	44	+ 2	1		
4.3	11.2	13 1/2	11 1/2	M L Mill	.50	.50	July	1.03	11 1/4	11 1/2	11 1/2		7		
5.2	108 1/2	102	" pld	5.50	5.50		July	90.41	105		108 1/2				
4.3	17.2	23	20 1/4	Mar T & T	.90	.90	Dec	1.22	21 1/8	20 3/4	20 3/4	— 1/4	10		
3.6	10.2	15 1/4	12 1/2	Mass-Ferg	.40	.50	Oct	1.36	13 1/2	13 1/2					

Yield %	Price/Earn ratio	— 1963 —		Stock:	Dividends Indic.		— Earnings —		— Current Week —					Sales '63
		High	Low		Paid 1962	Indic. 1963	1962 or latest fisc. yr.	6 mos. or latest interim	High	Low	Close	Net Chg		
2.8	19.8	35½	29¾	Simpsons	.80	.90	63Jan	1.61	32	31½	31½	— 7/8	206	
3.1	15.0	3.55	2.80	SKD Mtg					2.90	2.90	2.90		67	
6.6		11½	9¼	Slater S	.22½	.30	Oct	.64	10½	9½	10½	+ ½	30	
3.4	12.0	20	17½	" pfd	.86½	1.25	Oct	3.75	19½	19½	19½	+ ¾	2	
...	...	16	14	Sobey A	.40	.50	May	1.21	14	14	14	— ½	1x	
5.4	...	16½	14½	sogm pfd			Dec	.50	14	14	16			
3.3	18.9	52½	51½	Somn pf	2.80	2.80	Dec	34.67	52½	52½	52½	+ ¼	1	
...	...	36¾	29	Southern	.85	1.00	Dec	1.59	30¾	29	30¾	+ ¼	177	
5.9	...	56½	50¼	SoCanPw	2.50	2.50	Dec	3.32						
...	...	120¼	110½	" pfd	7.00†	7.00		24.59	118	117¾	118		1	
...	...	.84	.35	Spartan					.45	.35	.45	+ 4	260	
...	...	.23	.12	" wts					14	14	14		10	
5.1	15.2	4.60	3.80	Staff Fl	.20	.20	Dec	.26	3.95	3.95	3.95		10	
5.3	6.8	11½	9½	St Str SII	.60	.60	Dec	1.69	10	10	11¼		6	
...	13.7	12½	9¼	Stand Pav	.50		63Mar	.68	9¾	9¾	9¾	— 1/8	2	
...	15.2	10½	9¼	St Radio	.17	.20	53Mar.	.64	9¾	9¾	9½	— ¼	6	
6.3	...	9½	9½	St Brck A	.60	.60	Dec	2.49	9½	11	11			
...	...	8	8	" B	.40	.40	Dec	.95	8	8	12			
3.4	9.8	17¼	14¼	Stedman	.50	.50	Dec	1.45	12¼	14	14			
3.4	13.4	21¾	18¾	SII of Can	.60	.70	Dec	1.50	20½	20¼	20¼	— 1/8	284	
2.3	15.5	23¼	19½	SteinbergA	.40	.50	July	1.37	22	22	22	+ 1/2	12	
5.0	...	106	102	" pfd	5.25	5.25		86.02	104	104	104	— 2	1	
...	23.7	58	49	Ster Tr	1.60†		Dec	2.32	55½	54	54		2	
5.0	9.0	30¼	28½	Stuart O	1.25†	1.50†	63May	3.33	30					
5.5	...	25¾	25	S Prop pf	1.40	1.40	Dec	17.29	25¾		25½			
2.9	11.5	19½	15¼	Sprst O	.50	.50	Dec	1.44	16½	16½	16½	— 1/8	3	
1.5	...	4.25	3.30	" C	.05	.05	Dec	.14	3.35		3.50			
5.0	...	101½	100	" pfd	5.00	5.00		62.63	100		101			
6.4	...	1.40	1.10	Switson I	.08	.08	Dec	.05d	1.30	1.25	1.25		14	

T

3.5	15.0	22	17 1/4	Tamblyn	1.05†	1.05	Dec	1.27	21	19 1/8	21	— + 2	21
4.9	...	40 1/4	40 1/4	" pfd	2.00	2.00	Dec	37.92	40 3/8	45	45	...	2
...	...	3.00	2.00	Tancred	...	...	Dec	3.37d	2.70	2.70	2.70	...	2
3.4	15.9	53	43	Texaco	1.60	1.60	Dec	2.95	47 7/8	47 1/4	47 3/4	+ 1/4	8
4.3	...	92	86 1/2	" pfd	4.00	4.00	Dec	258.85	87	...	...	...	...
...	32.8	9	6 1/2	Th Cn Inv	.10	...	Dec	.24	7 3/4	...	8 1/4	...	...
...	...	51	49	" pfd	1.67	2.50	Dec	9.58	48 1/2	...	53	...	...
3.8	16.4	5 3/4	5 1/8	ThompsonP	.20	.20	Dec	.32	5 1/4	5 1/4	5 1/4	— 1/4	1
6.7	...	7 1/2	6 1/2	Tip Top Cn	.50	.50	...	...	7 1/2	...	8	...	...
...	...	15 1/2	11	Tip Top T	...	...	...	...	12	...	17	...	...
5.0	...	13 1/2	11	Tor Iron	...	...	63Mar	2.13d	12 1/2	...	13 1/2	...	...
6.7	...	13 1/2	11	" A	.60	.60	...	...	13	13	13	+ 1/2	3
...	...	62 1/4	59 7/8	TorStar pf	4.00†	4.00	Dec	19.48	60	63	63	...	...
...	...	3.50	.60	Towers	...	...	...	...	.72	.66	.72	+ 2	10
...	...	.60	.06	" wts	...	...	...	...	.6 1/2	...	...	...	...
6.3	12.9	15 1/4	12 1/2	Tr Fin A	.80	.80	Dec	1.01	13 1/8	12 1/2	12 1/2	— 5/8	218
6.4	...	14 1/2	12 1/2	" B	.80	.80	Dec	1.01	12 3/4	12 1/2	12 1/2	— 1/2	5
4.8	...	94 1/2	92 1/2	" 4 1/2	4.50	4.50	...	153.10	94 1/2	94 1/2	94 1/2	...	1
5.3	...	42	39	" S	2.00	2.00	...	154.13	38	40	40	...	...
1.6	...	12	9 3/4	Tr Cn Cp	.16	.16	Sept	.16	9 3/4	9 3/4	9 3/4	— 1/4	16
...	...	3.20	2.25	TRCFreeze	...	...	...	...	2.50	2.50	2.50	...	1
...	37.7	30 1/4	21 1/4	Tr Cn Pipe	...	...	Dec	.77	29 1/4	28 3/4	29	— 1/8	144
4.1	14.4	15 1/2	14 1/8	Trns Mnt	1.00†	...	Dec	1.06	15 1/4	15	15 1/4	+ 1/8	37
4.1	15.2	7 3/4	6 1/2	Tr Pra P	.23†	.32	Dec	.51	7 3/4	7 1/2	7 3/4	...	16
4.8	6.8	14 1/2	11 3/4	Turnbull	.60	.60	Aug	1.77	12 3/4	12 1/2	12 1/2	...	7
4.8	...	23 7/8	22 1/4	" pfd	...	1.10	...	...	23 1/2	22 1/2	22 1/2	— 1	11
...	...	7 1/2	6 1/4	TwnCityG	...	...	...	...	6 1/4	...	7 1/4	...	...

U-V

5.0	10.0	10	7 1/4	Union Acc	.40	.40	Dec	.83	...	8	...	10	...	...
...	...	51	49	" 1st	3.12 1/2	3.12 1/2	...	b10.62	50	...	...	...	...	
6.2	...	10	9	" 2nd	.60	.60	...	b1.43	10	10	10	+ 1/4	1	
6.3	...	51 1/4	50 1/2	" B pfd	...	3.12 1/2	...	...	50	50	50 1/2	...	...	
3.0	21.7	23	18 1/8	Union Gas	.50	.60	63Mar	.93	20 7/8	19 5/8	20 7/8	+ 1 3/8	61	
5.0	...	57	53	" A	2.75	2.75	Mar	19.01	54 5/8	...	56	...	...	
5.4	...	59	56	" B	3.00	3.00	Mar	19.01	56	...	57	...	...	

UNITED

5.0	...	30 1/2	29 5/8	Un Crp A	1.50	1.50	Dec	25.65	30	30	30	— 1/4	1
3.9	25.8	28	23 1/2	" B	1.00†	1.00	Dec	.99	25 3/4	25 1/2	25 1/2	— 1	6
5.1	...	31	28 7/8	" pfd	1.50	1.50	Dec	15.71	29 1/2	29 1/2	29 1/2	...	1
4.9	31	30 1/2	...	" 63 pfd	1.50	...	...	...	30 7/8	...	...	...	...
5.7	10.8	55	53	UnFuel A	3.00	3.00	63Mar	4.92	55	53	55	...	1

S

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

S

...	...	1.55	...	W C Brew	1.20	1.20	Oct	2.06	...	1.50	1.50	1.50	...	3
...	...	.65	...	W Copp	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
...	...	.30	15½	" wts	...	...	...	...	...	.21	.25	...	...	...
5.2	...	41¾	36¼	Wstfair A	2.00	2.00	Dec	24.38	...	39¾	39¾	39¾	+ ¼	1
4.7	...	30½	28½	" pfd	1.40	1.40	...	29.07	...	29¾	30	...	...	...
...	...	19½	16	West Pac	...	...	Dec	.55	...	18	17½	18	— ½	16
...	...	1.00	.30	W Indies	...	...	...	...	...	.60	.55	.55	+10	15
...	...	2.10	.70	" A	...	...	...	...	...	1.05	.95	1.00	+ 2	7
2.4	16.2	20½	16¼	Weston A	.32½	.40	Dec	1.03	...	17¼	16½	16¼	— ¾	61
2.1	18.4	28	17¼	" B	.32½	.40	Dec	1.03	...	19	17¼	17½	—	38
...	...	110	94	" pfd	4.50	4.50	...	59.80	...	95	95	95	+ ¾	1
4.6	...	111	106½	" "	6.00	6.00	...	59.80	...	108	107½	108	...	1
...	...	12	8.55	" A wts	...	...	...	...	...	9.15	8.75	8.75	—10	26
...	...	29¼	27	White pf	...	...	...	...	...	27	27	27	...	1
...	...	73½	...	White Pass	.25	...	...	...	...	7½	8	...	...	...
8.3	3.0	2.75	2.25	Wood A1	.20	.20	Dec	.80	...	2.45	2.60	...	...	...
6.3	...	9½	8½	Wood J	...	...	Dec	.29	...	9½	9½	...	...	4
5.5	...	101	100	WGH pfd	5.50	5.50	...	15.20	June .34	100	105	...	...	...
3.1	15.8	20½	15½	Woodwad A	.50	.60	63Jan	1.26	...	19¾	19½	19½	...	...
...	...	5.50	2.85	" A wts	...	...	...	...	...	4.40	4.25	4.25	— 5	6
...	3.8	3.85	2.50	York Knit	...	...	Dec	.76	...	3.10	2.90	2.90	—35	2
...	...	.75	.47	" B	...	...	Dec	.17	...	.31	.50	...	...	4
...	...	6½	3.85	York Spec	.10†	...	...	...	Sept9m .18	6	5½	5½	...	...
3.7	16.5	40½	32	Zellers	1.40	1.40	63Jan	2.40	...	38	38	38	...	3
...	...	51	48	" pfd	2.25	2.25	Jan	22.49	...	49¼	49¼	50½	...	...
4.8	7.7	5½	3.55	Zenith	.20	.24	Dec	.66	...	5.00	5.00	5.00	— 5	7
Banks														
3.3	21.3	79	70½	C National	2.20	2.40	Nov	3.48	...	74¼	73	73	— 2	9
3.6	22.4	69½	61	CIBkCom	2.10†	2.25	Oct	2.75	...	62½	61	62¼	+ ¼	81
3.4	24.1	70	61½	Montreal	2.10†	2.17½	Oct	2.64	...	63¾	61½	63¾	+ 1	75
3.5	22.2	76¾	68½	N Scotia	2.45†	2.45	Oct	3.14	...	71½	69	71¼	+ 1¾	38
3.1	23.0	52	47¾	Prov Bk	1.45†	1.55	Oct	2.17	...	50	49½	49¾	+ ¼	12
3.5	23.5	81	71	Royal Bk	2.50†	2.65	Nov	3.23	...	74½	71	74½	+ 2	84

(Supplied by Kippen & Co., Inc.)

Cons	Theatres 'B'	5	
Corp	d'Expens Fin		17
Do	1970 wts		2
Credit	St Laurent	13	14
Crown Life	100% Pd	250	270
Debs & Secs	pf'd	80	
Dom Life	Assurance	230	
Dom	Linseed Oil	3	
Dupuis	Fr pf'd \$25 p	21	
C Svgs & L	\$10 pr	55	56½
Trust	Co	56½	57½
Utilities	5½% pf'd		
Essex	Packers pf'd	35	
Do	Com	2¾	
Excelsior Life	Ins	230	
Fashion Craft	pf'd	65	
Five Wheels		5¾	6½
General Inv Corp		8	8¾
Gen Mortgage		2.75	3.00
Gen Trust	pf'd	37½	38½
Granby Elastic	\$1 p	.25	
Do \$1 com		6½	
Gt Eastern	4½% pf'd	8	
Do 5½% pf'd		9½	
Gt West Life	Assur	760	780
Guar of NA	100% Pd	190	225

LES AFFAIRES — 26 AOÛT 1963 9

Mines

Sales	1000s	High	Low	Close	Chge.	Net	1963-1962
Acad Uran	125	5	4 1/2	5	+	7	4 1/2
AccrL	797	58	55	58	+	2	58
Advocate	47	660	625	625	-	785	575
Agnico	15	55	55	55	+	77	43
Akaiitcho	566	94	83	85	-	110	40
A Pitch Ore	65	24	23	23	-	28	20
Alscope	41	73	63	63	-	99	19
Alsof Mines	80	17 1/2	16	17	+	24	12
Am Larder	71	18	16 1/2	16 1/2	-	21	16
Amal Rare	45	12	11 1/2	12	+	20 1/2	10
Am Beau Bel	25	7	7	7	+	7 1/2	5
Anacon	49	25 1/2	24 1/2	25	+	33	23 1/2
Ameranium	640	6	5	5	-	7 1/2	2 1/2
An Am Moly	50	210	205	205	-	260	175
Anglo Hur	3	930	900	925	-	10 1/2	7 1/2
Ang Rouyn	66	12	12	12	+	15	10
Anthionan	30	5	5	5	-	1	7
Area	10	99	99	99	+	129	90
Arion	265	16	14	14 1/2	+	18	7 1/2
Arno	88	6 1/2	6	6	-	8	3 1/2
A Arcadia	1162	46	41 1/2	42	-	74	33
A Arcad Bw	50	19	15	19	+	34	12 1/2
Atlas C C	39	92	85	92	+	110	80
Atlas Yk	185	11	9 1/2	9 1/2	-	16	6 1/2
Atlin-Ruf	145	6	5 1/2	5 1/2	-	10	5
Augustus	43	30	29	29 1/2	+	46	27
Aumague	135	6	5 1/2	5 1/2	-	9	5
Aunor	22	400	390	400	+	400	340
Baker	51	10	10	10	-	13	9
Bankeno	96	42	41	41	+	46	25
Bankfield	850	16	12	13 1/2	-	31	12
Barex	10	53	53	53	-	60	49
Barnat	59	28	15 1/2	15 1/2	-	21	15
Bary Expl	24	15 1/2	15 1/2	15 1/2	-	10	5
Base Mels	63	9 1/2	9	9	-	10	5
Bateman	31	3 1/2	3 1/2	3 1/2	-	5	3 1/2
Baska	41	6 1/2	6	6	-	8	6
Beauce	10	15	15	15	-	30	10
B-Duq	425	32	28	30 1/2	-	40	11
Belcher	23	42	41	42	-	53	37
Bellechasse	435	12	10	12	-	28	10
Belleferré	6	14 1/2	14 1/2	14 1/2	+	14 1/2	14
Bethim	77	470	405	460	-	500	220
Bevcon	148	8	8	8	-	9 1/2	8
Bibis	1604	18	14 1/2	16 1/2	-	117	12
Bidcop	98	9	8 1/2	8 1/2	-	14 1/2	8
Black Bay	1500	16	14 1/2	15 1/2	+	23	10
Black River	5	7 1/2	7 1/2	7 1/2	-	12	7 1/2
Bornite	165	15	12 1/2	15	+	19	10
Bouzan	952	62	56	60	-	65	40 1/2
Bralorne	37	495	480	495	+	645	400
Broul Reef	82	22	21	22	-	37	21
Brunswick	135	440	390	430	+	440	310
Buff Ank	52	205	190	204	+	260	190
Buff RL	300	8 1/2	7	7 1/2	-	9	4 1/2

C - D

Cadamel	33	10	10	10	-	15	8
Calumet	35	2 1/2	2 1/2	2 1/2	-	4 1/2	2 1/2
Camflo	714	93	77	81	-	116	77
Camp Chib	132	405	375	385	-	510	355
Camp RL S	7	18	17 1/2	18	+	18 1/2	14
Canorama	5	10	10	10	+	20	9
C Tungsten	48	57	50	55	-	140	34

Cdn Astoria	563	9	7	7 1/2	-	22 1/2	7
Cdn Austral	597	8	6	8	+	27	6
C Dyno	54	90	86	86	-	118	80
C Malart	167	42	39	42	+	52	33
C N Inca	46	8	7 1/2	7 1/2	-	9 1/2	6 1/2
C N West	358	6	4 1/2	4 1/2	-	8 1/2	4 1/2
C Silica	9	103	93	93	-	130	95
Candore	75	9 1/2	9	9	-	16 1/2	9
Can-Erin	47	8	8	8	-	16	8
Captain	162	11	10	11	+	16	6 1/2
Carbec	45	6	6	6	-	9	6
Cariboo	41	60	55	55	-	98	55
Carlier Que	8	5	5	5	-	10	4 1/2
Cassiar S	31	11 1/2	11 1/2	11 1/2	+	12	10 1/2
Cayzor	5	20	20	20	+	45	18
Cent Man	10	118	111	118	+	13	3 1/2
Cent Pat	37	5 1/2	5 1/2	5 1/2	+	136	105
Cent Porc	29	160	145	160	+	5	5
Cessland	375	6	6	6	+	235	90
Ches Kirk	150	15	13	13	-	22	14 1/2
Chester	50	8	7 1/2	7 1/2	-	14	7 1/2
Chib-Cop	95	13	12	12	-	16	9 1/2
Chipman	10	3 1/2	3 1/2	3 1/2	-	5 1/2	3
Chimo	50	60	57	57	-	75	43
Chrom	7	150	145	145	-	190	135
Cleveland	40	3 1/2	3 1/2	3 1/2	-	6 1/2	3 1/2
Coch Will	68	500	470	470	-	500	410
Coin Lake	160	26	24	24	-	28	22
C Met	60	21	20 1/2	21	+	26 1/2	18
Commodore	46	430	450	400	-	475	400
Coniagas	58	63	64	64	-	78	60
Coniagum	5	22	22	22	-	37	18
Con Belleck	285	11	10	11	+	13	6
Con-Key	150	11 1/2	10	10 1/2	-	15	10 1/2

C Belkeno	1279	11	9 1/2	9 1/2	-	13	5
C Callinan	16	7 1/2	7	7 1/2	+	10	7
C Cad	35	4 1/2	4 1/2	4 1/2	-	6	4
C Discovery	106	84	80	80	-	105	75
C Fen	36	14	14	14	-	17	14
Con Gillies	35	7 1/2	6	6	-	9 1/2	5 1/2
CG Arrow	38	43	42	42	-	60	40
C Halliwell	159	17	16	17	+	35	16
C Marben	16	37	37	37	-	58	27
C Marcus	82	140	133	135	-	143	84
C Mogul	110	110	95	95	-	132	88
C Morrison	60	37	35	37	-	53	35
C Mosher	183	205	199	200	-	233	190
Con Negus	66	14 1/2	14	14	-	20	10
Con Nichol	8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	-	8	4
C Northland	433	30 1/2	26	26	-	44	20
C Persh	15	10	10	10	-	12	9 1/2
Cons Ramb' R	10	124	120	120	+	125	100
C Red Pop	221	13	11	11	-	14 1/2	7 1/2
C Regcourt	185	9 1/2	9	9	-	13	7
C Sannorm	5	5 1/2	5 1/2	5 1/2	-	8 1/2	5
C Shawkey	1141	44	40	43	-	57	27
Conwest Ex	43	445	420	435	+	525	410
Cop Corp	152	15	15	15	-	22	14
Cop-Man	295	11 1/2	9	9	-	7	7
Copstream	55	14	11 1/2	14	-	30	11 1/2
Coule	25	27	26 1/2	27	+	43	26
Courvan	35	16 1/2	16	16 1/2	+	26	15 1/2
Cowich	35	109	98	102	+	131	62
Craigmt(S)	14	17	16 1/2	17	-	20	16 1/2
Crestaur	10	8	8	8	-	11	6
Crown	320	11	9	10	-	27	6 1/2
Crowpat	216	11	9 1/2	9 1/2	-	16	7
Cusco	1834	20	14 1/2	16	-	34	3 1/2
Daering	491	12	9	11	+	22	9

Sales	1000s	High	Low	Close	Chge.	Net	1963-1962
D'Aragon	145	17	16 1/2	16 1/2	-	29	16
De Cour	105	8	7	8	+	11	6
Deer Horn	419	68	61	65	-	89	19 1/2
D'Eldona	57	9	8	9	-	11	7 1/2
Delhi Pac	306	22	20	20	-	39	20
Delite	54	66	65	65	-	74	57
Denison (\$)	94	10 1/2	10 1/2	10 1/2	-	13 1/2	10 1/2
Dickson	747	695	580	645	+	695	390
Dome (\$)	28	33 1/2	31	33 1/2	-	34 1/2	24 1/2
Dom Exp	110	33	29	31	-	37	22 1/2
Dom Lease	40	20	18	18	-	119	10
Donalda	170	8	7 1/2	8	+	11	6
Duvan	40	8	7	8	-	12	7
Dumont	20	21	20	21	-	25	16

E - K

E Amphi	80	7	6 1/2	6 1/2	+1 1/2	8 1/2	6
East Mal	30	230	225	225	-10	275	215
East Sull	90	255	227	255	+35	300	186
Elder	1065	100	87	87	-5	123	65
El Sol	285	7	6 1/2	7	-	10 1/2	6
Eureka	219	30	27	29	+3	37	16
Equity	1763	12 1/2	10	10	-	35	8
Fab	235	12 1/2	10	11 1/2	-1	23	10
Faraday	12	133	126	133	+7	172	126
F West Tng	151	23	16	16 1/2	-4 1/2	23	10 1/2
Fatima	16	14	14	14	-1/2	22	14
Fantona	90	3 1/2	3	3	-	6	3
Fox Lake	980	22	19 1/2	21	-1	35	19
F Reliance	100	22	19	19	-	29 1/2	15
Francœur	305	11	9	9 1/2	-1 1/2	14 1/2	8 1/2
Fröberg	28	69	66	69	-	105	66
Galtwin	137	7	6 1/2	6 1/2	-1/2	10	6 1/2
Geco M (\$)	17	28 1/2	27 1/2	28 1/2	+3/4	29 3/4	25 1/2
Genex	84	9 1/2	9	9	-	17	8
Giant YK (\$)	32	12 3/4	12 1/2	12 1/2	-	13	10 1/2
Glen Lake	6	149	145	145	-4	200	145
Glenn Uran	86	5	3 1/2	4	-1	10 1/2	4
Goldale	68	27	25 1/2	27	+1	37	24 1/2
GF Mining	103	17 1/2	15 1/2	16 1/2	-	18	15
Gold Age	40	21	19	20	-2	45	10
Goldray	70	30	26	27	+3	33 1/2	23
Grandroy	23	13 1/2	13 1/2	13 1/2	-1/2	19 1/2	13
Granduc	57	420	400	410	-5	475	295
Gulch	8	5	5	5	-1/2	7 1/2	5
Gunnar	34	890	875	880	+5	995	800
Hard Rock	130	13	13	13	-	15	11
Har-Min	315	9	8	8	-1	21	8
Hasaga	30	14	14	14	+1	17	12
Haslings	30	90	87	90	+	115	85
H of Lakes	140	16	14 1/2	14 1/2	-1	25	10
Headway	397	20	18	20	+2	27	16
Heath	55	5 1/2	5	5	-1/2	7	5
High-Bell	62	285	265	285	+10	310	221
Hollinger (\$)	30	26 1/2	26 1/2	26 1/2	-1/4	29 1/2	20 1/2
Howey	56	475	455	475	+20	475	250
Hud Bay (\$)	16	55 3/4	53 7/8	55 1/2	+3/4	59 1/4	50 7/8
Hu-Pam	20	9 1/2	9 1/2	9 1/2	-	16 1/2	8 1/2
Hydra Ex	51	25	24 1/2	24 1/2	-1	51	24 1/2
Int At Dev	9	125	120	120	-130	130	110
Irish Cop	87	26	23 1/2	23 1/2	-4	25	23 1/2
Intp Dredg	110	11 1/2	10 1/2	11 1/2	+1/2	20 1/2	7
Iron Bay	6	81	81	81	-3	159	75
Iso	140	82	80	80	-1	103	70
J Walte	177	12	10	12	-1	24 1/2	10
Jacobus	236	13 1/2	12	12	-1 1/2	27	11 1/2
Jaye Expl	83	14	12	12	-1	20 1/2	11
JellCoce	56	5	4	5	+1/2	6	4
Joburke	160	11	9	9 1/2	-1 1/2	15	8 1/2
Jollet	248	26 1/2	24 1/2	25	-1 1/2	34	20 1/2
Johnson	56	14 1/2	14	14	+2	20	10
Joutel	31	135	130	130	-4	155	105
Jubilee	80	28	26 1/2	27 1/2	+1 1/2	33 1/2	26 1/2
Jowles	136	225	201	215	-5	395	175
Jowley-F	51	22	20	21	-1	25	17 1/2
Kearlie	805	8	6 1/2	7	-1 1/4	14 1/2	4 1/2
Kerr Add	106	635	625	625	-5	745	580
Klena	64	440	425	430	+5	515	285
Klembe	5	300	300	300	-20	350	250
Kirk Min	131	17 1/2	16	16	-4	20	16
Kirk Town	527	26	24	25	-	32	17
Kopan	55	14 1/2	13	13 1/2	-1 1/2	18	11

LES OBLIGATIONS - COURS DE VENDREDI

Cote à midi, le 23 août

Bid = offre

Asked = demande

Renseignements fournis par l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières

GOVT. OF CANADA

		Bid	Asked
3	Oct/59-63	99.80	100.05
4	Dec/63	99.90	100.20
3 1/4	July/64	99.30	99.60
4	May/64	99.85	100.15
3 1/4	Oct/64	99.00	99.30
3 1/4	Feb/64	99.60	99.90
3 1/4	Oct/54	99.00	99.30
4	Dec/64	99.30	99.60
3 1/2	Feb/65	98.60	98.90
3 1/4	Sept/65	98.25	98.55
4 1/4	Apr/65	99.60	99.90
3	Sept/61-66	95.50	96.50
3 1/2	Feb/66	97.20	97.80
4 1/2	Dec/66	98.75	99.75
4 1/4	June/67	98.00	99.00
3 1/4	Oct/67	96.00	97.00
4 1/4	Jan/68	97.75	98.75
2 3/4	June/67-68	92.25	93.25
5 1/2	Apr/69	102.50	103.50
5 1/2	Oct/69	102.50	103.50
3 1/2	May/70	93.00	94.00
4 1/4	Sept/72	93.75	94.50
5 1/2	Oct/75	100.50	101.50
3 1/4	Jan/75-78	84.50	85.50
3 1/2	June/74-76	81.50	82.50
3 1/4	Apr/76	100.50	101.50
4 1/2	Oct/79	78.50	79.50
5 1/2	Aug/80	100.50	101.50
4 1/2	Sept/83	90.25	91.00
3 1/4	Mar/96-98	77.75	79.25
3	Sept/Perps	66.25	67.50
5	June/88	95.15	96.15

C.N.R.

3	Jan/61-66	96.50	97.50
5 1/2	Dec/64	102.40	103.10
2 3/4	Jan/64-67	93.75	94.75
4 1/2	Apr/67	99.00	100.00
5	May/68	99.50	100.50
2 1/2	Sept/64-69	89.50	90.50
2 1/2	Jan/66-71	87.50	88.50
3 1/4	Feb/72-74	86.50	87.50
5	May/77	96.25	97.25
4	Feb/81	84.00	85.00
5 1/4	Jan/85	102.25	103.75
5	Oct/87	95.00	96.00

PROVINCIAL

Dividends

Bestos Corp.	.....	Am
Water Mersey Pap. pfd.	.....	.6
Bank Note	.....	.5
Packers "A"	.....	.3
Packers "B"	.....	.5
gary Power C	.....	.1
Wire & Cable "B"	.....	.1
Gen. Secs. "A"	.....	.2
Gen. Secs "B"	.....	.2
own Zellerbach Corp.	.....	.4
id & Frere "A"	.....	.7
minion Fabrics C	.....	.0
onomic Inv. Trust	.....	.0
nous Players	.....	.2
ifton & Co. "A"	.....	.2
hoyound of Canada	.....	.3
erial Oil	.....	.1
erial Tobacco C	.....	.1
ersoll Machine "A"	.....	.1
estors Growth	.....	.1
estors Syndicate "Sa"	.....	.6
Literies Leclerc	.....	.1
don Mackay "A"	.....	.1
don Mackay "B"	.....	.12
son Breweries "A"	.....	.2
son Breweries "B"	.....	.25
arch Fine Foods	.....	.1
ara Wire C	.....	.1
ara Wire "B"	.....	.1
vie Flour C	.....	.1
ario Steel Prods C	.....	.1
ario Steel pfd	.....	.1
Famblyn	.....	.2
Mar "A" "Sa"	.....	.2
on Acceptance C	.....	.1
oria & Grey Tr.	.....	.1
eel Products	.....	.12
ffair Foods "A"	.....	.1

Les marchés agricoles du Québec

L'agriculture n'est pas un champ clos réservé aux cultivateurs, aux agronomes, aux théoriciens de l'enseignement et aux fonctionnaires du ministère de l'agriculture. Elle intéresse directement tous les agents de la vie économique qui se greffent sur la mise en valeur d'une des ressources naturelles les plus précieuses du Québec : le sol arable qui nourrit sa population.

Il est incompréhensible que dans nos milieux d'affaires, dans nos classes urbaines renseignées, on persiste, par snobisme ou autrement, à lever le nez sur l'agriculture naturelle vitale, aussi intéressante pour nous que nos mines, nos forêts, nos forces hydrauliques.

A-t-on déjà pensé à ce que signifie pour l'ensemble de notre économie, le fait que les produits agricoles alimentaires du Québec ne parviennent pas à remplir 30% du panier à provisions hebdomadaire de nos familles? Sauf pour les produits laitiers et les produits de l'étable, nous n'avons jamais suffi aux besoins des consommateurs du Québec; nous dépendons encore des importations dans les domaines de la viande, de la volaille, des légumes, des petits fruits, etc. Alors que notre population agricole est en grande partie déprimée par un manque de revenus, nos carences de mise en marché se traduisent par des insuffisances allant jusqu'à 60% et 70% de nos besoins alimentaires. Tout comme il y a trente ans, la production agricole québécoise n'est encore que la moitié de celle de l'Ontario; tout comme depuis trente ans, on s'attarde à tenter de renflouer l'agriculture par la production laitière qu'on a engagée sur une voie sans issue. On ne sait plus que faire de ses surplus de production. Pendant ce temps, les éleveurs de l'Ouest canadien et du

midwest américain dominent nos marchés de viande; les horticulteurs du sud de l'Ontario et de la Californie monopolisent nos marchés de légumes et de fruits. Il y a des carences telles, dans la classification et l'inspection de nos produits agricoles, que nous ne parvenons même plus à vendre nos primeurs en pleine saison lorsqu'elles entrent en concurrence avec des produits d'importation.

Est-ce que nos hommes d'affaires sont conscients de l'expansion économique, au niveau de l'industrie secondaire et tertiaire, qu'entraînerait une mise en marché bien organisée de nos produits agricoles comme, par exemple, les oeufs?

Si on prenait les moyens de combler notre déficit de 54% dans la production des oeufs, c'est un revenu brut additionnel de \$24 1/2 millions que nous apporterions à la ferme et, compte tenu de la chaîne des opérations économiques découlant de la mise en marché des oeufs, c'est plus de \$200 millions que nous mettrions en circulation dans divers secteurs de la société.

De plus, nos marchés agricoles sont gravement menacés par l'urbanisation et l'industrialisation du Québec. Ce ne sont pas les cultivateurs seuls, mais tous les agents de la vie économique, qui peuvent opérer le redressement qui s'impose. En effet, nos réservoirs d'aliments (qui ne sont pas déjà très considérables), que nous retrouvons dans les ceintures vertes qui entourent nos villes, sont sérieusement menacés par le «bulldozer» de la construction domiciliaire, d'où la nécessité de suppléer à ce rétrécissement du sol arable par un inventaire attentif de nos ressources alimentaires, par une participation active à la recherche de nouvelles adaptations, par une pla-

nification rationnelle de la mise en marché.

Nous retrouvons cette tendance dans le contexte de la planification qu'entreprend le Conseil d'orientation économique. Cette décentralisation économique, ou plutôt cette industrialisation décentralisée que l'on poursuit au bénéfice de nos diverses régions : ce réaménagement du territoire que l'on veut tenter en vertu du plan conjoint fédéral-provincial de l'A.R.-D.A. implique directement, et inévitablement, la participation active de l'industrie para-agricole, des secteurs d'acheteurs industriels et commerciaux de produits agricoles pour lesquels il faudra créer des débouchés.

Voilà pourquoi nous affirmons que la mise en marché des produits agricoles est l'affaire des industriels et des commerçants. En faisant cette affirmation, nous ne pouvons pas ignorer la réorganisation récente de la Régie des marchés agricoles. Tout en reconnaissant la qualité de la représentation que l'Etat a assuré aux divers secteurs intéressés à la mise en marché des produits agricoles, il ne faut pas perdre de vue que cette Régie est intégrée dans l'esprit et l'atmosphère du ministère de l'agriculture, et qu'elle doit appliquer une loi qui considère comme des étrangers ceux qui créent et maintiennent les marchés agricoles. De plus, par suite de la prépondérance des structures de revendications et de conflits de la Loi des marchés agricoles, cette Régie continuera d'être, à toute fin pratique, un tribunal d'arbitrage. Au surplus, elle manque de personnel compétent pour faire de la recherche et planifier la mise en marché. L'état actuel de la fonction publique en général ne permet pas d'entrevoir que cette grave lacune soit bientôt comblée.

Ce n'est donc pas parce que le ministère de l'agriculture minimise ou ignore la fonction économique de la mise en marché que nos hommes d'affaires doivent continuer à se comporter comme s'ils ne savaient pas que l'acheteur industriel et commercial de denrées agricoles alimentaires est seul réellement en mesure de faire une mise en marché efficace.

Ce n'est pas parce que l'Etat a délibérément identifié, par législation, les producteurs agricoles (propriétaires capitalistes par essence) à des syndiqués qu'on doit cesser de considérer le producteur primaire comme un associé à part entière d'un grand complexe indus-

triel alimentaire, et d'éviter de rechercher avec lui la réalisation de ses légitimes aspirations.

Lorsque l'on songe à l'importance des questions agricoles au sein du marché commun européen — que le seul problème des poulets de grill menace dans ses structures mêmes — on s'étonne que nos hommes d'affaires tolèrent qu'il y ait encore tant de vaches sacrées qui encombrant les avenues de la commercialisation de nos produits agricoles, et que nous n'ayons pas encore un ministère de l'alimentation à Québec pour réorienter la mise en marché de nos denrées alimentaires.

Léonard ROY,

Le protectionnisme d'Ottawa favorise l'Ontario à nos dépens

Dans les milieux proches du gouvernement fédéral, on croit savoir que le Canada se proposerait d'imposer bientôt une taxe supplémentaire sur l'importation des pièces d'automobiles, mesure qui viserait à diminuer, autant que possible, cet approvisionnement à l'étranger. L'année dernière, l'importation de ces pièces en provenance des Etats-Unis seulement a coûté la coquette somme de \$400,000,000. Cette opération, on s'en doute, a considérablement contribué à appauvrir nos réserves en devises.

La mesure que se préparerait à prendre Ottawa serait donc inspirée par un sentiment réaliste. Une telle taxe, en effet, amènerait sans doute les industriels de l'automobile à envisager la fabrication de pièces de voitures et camions en plus grand nombre au Canada. Dans les cercles intéressés, on affirme que les spécialistes du gouvernement se dépêchent pour pouvoir présenter un projet en ce sens avant le 1er octobre. C'est à ce moment que toute proposition relative à un quelconque projet de changement en matière de tarifs douaniers doit être soumise pour examen au cours de la prochaine assemblée du GATT (accord international sur les tarifs).

Dans le Québec, cependant, on n'est pas sans soulever une réelle inquiétude à ce sujet. Il faut considérer, selon les spécialistes, que la conversion de l'industrie automobile qui devrait fabriquer des pièces de rechange pour éviter que la taxe sur celles venant des Etats-Unis ne décourage la clientèle, cette conversion, donc, prendrait nécessairement un certain temps. D'ici à ce que les usines canadiennes soient en mesure de sortir ces pièces, il faudrait s'en procurer en dépit de la taxe ou, plus précisément «avec» la taxe.

Or cette taxe, protectionniste à n'en pas douter, favoriserait l'industrie automobile ontarienne puisqu'il n'y a pas au Québec. Mais la clientèle, elle, se trouve également au Québec et participerait ainsi à une mesure protectionniste exclusivement imposée pour le plus grand profit de l'Ontario.

Il n'en faut pas davantage à certains observateurs, au Québec, pour affirmer qu'une fois de plus, les mesures tarifaires imposées ou projetées par Ottawa, favorisent tout particulièrement l'Ontario alors que les Québécois, quant à eux, sont appelés à payer la note, comme les autres provinces, du reste.

Le temps, c'est de l'argent...

Vous en gagnerez en vous servant du bon ci-dessous pour vous abonner ou renouveler votre abonnement échu. Mettez-le sous enveloppe et postez-le dès aujourd'hui, après l'avoir dûment complété.

(Découper le long du pointillé)

Publications « Les Affaires » Inc.
Service des abonnements
635 est, boulevard Henri-Bourassa
Montréal 12

Je vous prie de bien vouloir me compter parmi vos abonnés à dater de ce jour.

Vous trouverez, ci-joint, un chèque au montant de : \$7.50, représentant un abonnement d'un an*; \$15.00, représentant un abonnement de trois ans*.

Veuillez me faire parvenir une facture que j'acquitterai par retour*.

Nom et prénom

Adresse

(numéro)

(rue)

Localité

Zone postale

Entreprise

Fonction

Il s'agit d'un nouvel abonnement*.

d'un renouvellement d'abonnement*

(signature)

* biffer les mentions inutiles.

À L'EMPLOYEUR • À SES EMPLOYÉS

L'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

DE MONTRÉAL

(Affiliée à l'Université de Montréal)

Offre ses COURS DE PRÉPARATION AUX AFFAIRES (cours du soir) que l'on peut suivre à son choix, comme élève libre ou en vue d'un diplôme, selon un programme d'études de 3 à 5 ans.

Ces cours portent sur les diverses techniques de l'administration: comptabilité, organisation de l'entreprise, pratique bancaire, direction du personnel, économie politique et autres.

S'adresser au

Secrétariat des cours du soir,

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES COMMERCIALES

535, avenue Viger, (24e)

844-2821

Une nouvelle "science en pantoufle"

L'U. de M. donnera des cours d'administration de l'entreprise par le truchement de la TV

L'Université de Montréal, à la suite du franc succès obtenu par son enseignement télévisé au cours des trois dernières années, élargit son champ d'action et s'adresse cette année plus particulièrement aux hommes d'affaires de la région métropolitaine.

Outre ses cours de culture générale, dispensés conjointement avec l'Université Laval, elle offre à nos hommes d'affaires un cours d'administration de l'entreprise. Le titulaire sera M. Laurent Picard, professeur agrégé de l'École des Hautes Etudes commerciales de l'Université de Montréal qui donnera 26 leçons de 45 minutes chacune. Les cours de M. Picard porteront sur la structure de l'entreprise, son contexte économique. Il enseignera des éléments de finance, d'organisation, de relations humaines et de production.

Le public est invité à suivre assidûment ce cours télévisé selon deux modalités : les personnes qui désirent se prévaloir des crédits attachés au cours, en vue d'une inscription éventuelle à un diplôme quelconque, peuvent prendre l'inscription comme ELEVES LIBES ; elles recevront, outre un

bulletin détaillé des notes obtenues aux examens, une attestation formelle d'études. Les élèves libres paient les mêmes frais de scolarité que les élèves réguliers ; ils doivent effectuer les exercices prescrits et se présenter aux examens. D'autre part, on peut, sans inscription, suivre assidûment ce cours télévisé, ce qui fait de ce programme un enseignement populaire par excellence.

Ces cours seront diffusés à l'antenne de Télé-Métropole le diman-

che après-midi, de 1.15 à 2.00 h. du 29 septembre au 22 décembre 1963 et du 19 janvier au 19 avril 1964 (sauf le 29 mars). Il y aura examens à l'Université, le samedi, à la fin de chaque semestre.

L'Université de Montréal, en collaboration avec l'Université Laval, offre également au réseau français de la Société Radio-Canada, les cours suivants :

Chimie moderne ;
Théorie et critique du fédéralisme ;
Probabilités et statistiques ;
Géographie générale ;
Précis d'Histoire du Canada ;
Histoire de l'Art.

L'industrie électronique du Canada présente un produit d'avant-garde

L'industrie canadienne de l'électronique mène enfin une révolution qui mettra les produits canadiens sur un pied d'égalité avec ceux de la production mondiale.

M. Pierre Munk, industriel de l'électronique, annonçait à Toronto la semaine dernière la création d'un appareil radio-phonos stéréophonique sans lampe. Cet appareil sera présenté au monde au cours de la foire de Chicago ce mois-ci.

Tous les membres de l'industrie participent à cette révolution ajoutée M. Munk. Pour la première fois dans l'histoire de cette industrie les grands acheteurs mondiaux

trouveront sur le marché canadien des produits d'avant-garde.

Nous devrions être pleins de regrets quant à notre attitude passée, celle des années 1950, par exemple, qui avait relégué notre industrie au rang de celle de la Malaisie ou de l'Albanie.

La petitesse de notre marché local peut-être facilement compensée par l'exportation où le Canada peut facilement concurrencer la fabrication américaine d'un coût nettement plus élevé puisque la main-d'œuvre est de 10 à 25% plus chère au U.S.A.



appareil minuscule



forte sonorité



merveilleux ensemble



Nouveau porte-parole de sociétés commerciales

Ce porte-parole est un haut-parleur de forme élégante et de haute efficacité qui se raccorde à votre poste téléphonique ordinaire et permet à vos collaborateurs d'entendre les deux côtés de toute conversation téléphonique importante.

Cet appareil est pourvu d'un bouton qui règle l'intensité du volume selon les dimensions de la pièce et qui peut même être fermé entièrement. Le service de haut-parleur téléphonique vous permet de communiquer rapidement et collective-

ment avec plusieurs membres de votre personnel chaque fois qu'un appel téléphonique est en jeu. Comme tout autre auxiliaire téléphonique, il contribue puissamment à améliorer le service. Renseignez-vous sur le service de haut-parleur téléphonique auprès du bureau local de la compagnie de téléphone. En quoi cela nous concerne-t-il? Northern Electric est le plus important fabricant canadien d'appareils téléphoniques pour la maison et le bureau.

LA COMPAGNIE
Northern Electric
LIMITÉE



La compagnie qui emploie plus de 12,000 personnes au Québec

Tournoi de golf

Plus de deux mille manufacturiers, marchands détaillants et représentants de l'industrie du meuble du Québec ont été invités à se réunir à Lachute le 28 août prochain, pour participer, ou assister, à un tournoi de golf organisé par l'Association des Marchands de Meubles au détail du Québec, l'Association des Manufacturiers de meubles du Québec et l'Association des représentants en meubles du Canada.

Les marchands de meubles sont représentés par M. Raymond Couet, président de l'AMMDQ, de Ian Fraser, de Fraser Bros. et de Jacques Quévillon, de N. G. Valiquette. Ed Kastner, secrétaire de l'AMMDQ, Roméo Poli, de Modern Steelworks, et Arnold Robbins, de Ro-El Furniture, représentants les manufacturiers. Pour les représentants en meubles : Bill Roffey, de Gibbard Furniture, Julien Côté, de Punch Design, et Paul Côté, de Kroehler Manufacturing Co.

L'IMPRESSION
PATRIOTIQUE
est toujours
la plus profonde des
IMPRESSIONS



J.-ALEX. THÉRIEN
président

Imprimeurs - Lithographes
Studio d'art - Éditeurs

8125 Saint-Laurent, Mtl 11
388-5781

INITIATION AUX AFFAIRES

Le petit détaillant québécois

CHAPITRE VINGT-ET-UNIEME

Comment calculer la marge de profit brut

par MARCEL COTE
de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales



Nous avons vu, au cours des derniers numéros, combien il est important de bien acheter. Cependant le meilleur acheteur a beau utiliser tous les moyens pour obtenir les meilleurs prix d'achat, tous ses efforts seront inutiles si les marchandises bien achetées n'attirent pas la clientèle par suite de prix de vente trop élevés. Ils resteront également inutiles si la marge de profit est tellement faible qu'elle ne suffit pas à couvrir toutes les dépenses de l'entreprise.

Le détaillant doit donc fixer ses prix avec une attention aussi grande que lorsqu'il achète, vend ou accomplit toute autre opération commerciale. Nous allons dire un mot sur le problème de détermination de la marge de profit à ajouter au coût d'achat des marchandises en vente. Doit-elle être de 25%, 35% ou 50% du prix d'achat? La réponse à cette question dépend de la politique générale de vente de chaque commerçant, dont voici les deux extrêmes:

1 — Marge de profit faible — chiffre d'affaires croissant

i.e. un chiffre de ventes de plus en plus gros accompagné d'un profit assez stable, qui ne s'accroît pas beaucoup même si les ventes augmentent. A ce moment-là, le détaillant peut essayer

1) soit de faire tomber quelques-uns de ses concurrents qui ne pourront tenir le coup trop longtemps et qui, par leur départ, lui permettront d'augmenter ses prix;

2) soit de réaliser un volume d'affaires très considérable qui lui procurera à la fin un profit satisfaisant. Il préfère alors réaliser une foule de petits profits plutôt qu'un nombre restreint de gros profits qui, à cause de la concurrence, se feront de plus en plus rares, puisque la tendance actuelle du marché semble indiquer que la plupart des détaillants s'orientent vers cette première politique.

2 — Marge de profit très élevée — chiffre d'affaires stable ou même souvent décroissant

Le détaillant qui ne pense qu'à court terme, i.e. au profit qu'il réalisera demain, dans un mois, dans un an, peut difficilement accepter de sacrifier une partie de ses profits. Il se dit qu'il fait mieux de vendre une moins grande quantité de marchandises, mais avec une marge de profit plus forte. Il peut justifier son raisonnement en citant le cas de certains de ses concurrents qui, actuellement, vendent deux fois plus que lui tout en réalisant un profit à peu près identique au sien. Il oublie

malheureusement qu'à long terme son profit risque de diminuer par suite de la perte d'une partie de sa clientèle qui s'en ira encourager ses concurrents. Qu'il se dise qu'avec les facilités de transport et de communications, les consommateurs sont bien renseignés sur les prix de telle ou telle marchandise et peuvent facilement aller les acheter ailleurs que chez lui. Il trouvera donc préférable de sacrifier une partie de ses profits s'il ne veut pas disparaître.

Entre ces deux politiques extrêmes, se situent plusieurs combinaisons possibles. Cependant, comme nous le soulignons plus haut, les divers moyens de communications (journaux, radio, T.V.) forcent, en quelque sorte, même le détaillant le plus éloigné

de la concurrence puisque leurs marchandises sont souvent offertes en exclusivité. Ils peuvent alors se permettre une marge de profit plus élevée pour plusieurs raisons telles que : le peu de concurrence, un faible roulement de leurs stocks (par exemple l'épicier renouvelle ses stocks 10 fois par année par rapport à moins d'une fois pour le bijoutier), le danger plus ou moins grand de désuétude des produits offerts par certains marchands de vêtements par exemple. Ces divers facteurs expliquent donc pourquoi l'épicier, en général, peut se contenter d'une marge de profit plus faible que celle du bijoutier qui doit supporter ses stocks pendant une période dix fois plus longue que celle du premier.

Tableau 1
Table de marges de profit exprimées en pourcentage et du coût et du prix de détail

En % du prix de détail	donne le même profit que	En % du coût
10.0		11.1
12.0		13.6
15.0		17.7
18		22
20		25
25		33 1/3
28.5		40
30		42.9
31		45
33 1/3		50
35		53.9
35.5		55
39		64
40		66 2/3
42.8		75
45		82
46.1		85
47.5		90
48.7		95
50		100

N.B. Nous n'avons mentionné ici que quelques pourcentages. Une table normale est beaucoup plus complète.

Marge de profit brut calculée d'après le coût ou le prix de détail d'une marchandise

Lorsque le détaillant fixe sa marge de profit, il doit se rendre compte qu'il n'obtient pas le même pourcentage, en la calculant d'après son coût d'achat ou son prix de vente. Par exemple s'il achète une marchandise au coût de \$1 et qu'il fixe son prix de vente à \$1.50, il réalisera un profit brut de \$0.50. Exprimée en pourcentage du coût, cette marge de profit est de 50% i.e. $\$1.00 \div \$0.50$, mais en pourcentage du prix de détail elle n'est que de 33 1/3%, i.e. $\$0.50 \div \$1.50$.

Supposons donc que le même détaillant après avoir fixé sa marge de profit en fonction de son coût (50% de \$1.00 = \$0.50) et avoir obtenu un prix de détail de \$1.50, décide en fin de saison de liquider son stock au coût. S'il ne soupçonne pas la différence entre ces deux marges et s'il est habitué à raisonner en termes de marge calculée sur le coût, il sera naturellement porté à diminuer son prix de vente de 50%, soit de la marge ajoutée au début. Cependant en agissant ainsi son prix de vente diminuera de \$0.75 (\$1.50

x 50%) et ne sera plus que de \$0.75. Il réalisera alors une perte de \$0.25 sur chaque article vendu, puisqu'il les aura payés \$1.00. S'il ne veut pas faire faillite, il doit donc comprendre que ces deux marges n'ont pas la même signification. En effet, lorsqu'un vendeur lui offre un produit susceptible de lui procurer une marge de profit brut de 50%, il est important de savoir s'il parle d'une marge calculée sur le coût d'achat ou sur le prix de détail, car 50% sur le coût ne donne que 33 1/3% au détail.

Il existe cependant des tables qui permettent au détaillant d'obtenir immédiatement l'une ou l'autre marge. En voici une illustration au tableau 1.

Il est donc facile de constater que la différence entre les deux marges s'accroît à mesure qu'el-

les grossissent. Par exemple, une marge de profit de 20% calculée sur le prix de vente ne correspond qu'à 25% du coût; cependant, lorsque la première s'élève à 50%, l'autre égale 100%. L'emploi de l'une ou l'autre marge donne les mêmes résultats. Par exemple supposons qu'un objet coûte \$1 et que son prix de détail soit fixé à \$2. Le profit brut est de \$1 et en % la marge de profit peut se calculer de 2 façons:

— sur le coût: on aura profit ÷ coût, i.e. $\$1 \times 100\% \div \$1 = 100\%$.

— sur le prix de détail: profit ÷ prix de détail, i.e. $\$1 \times 100\% \div \$2 = 50\%$.

Il est donc très important de se rappeler laquelle des 2 méthodes a été employée pour établir ce % de profit.

La fusion des esprits...

(Suite de la page 2)

l'avancement de l'éducation qui lui a procuré un vaste public, bien informé, à satisfaire. C'est le progrès du transport et des communications qui a permis l'éveil social mondial indispensable au bon commerce.

Il fut un temps où le directeur avait le plus gros poing ou la claquette facile. Puis, il devint le meilleur professeur d'atelier, puis, le meilleur étudiant de tout un ensemble de techniques, apprises plus ou moins par routine, indispensables à tout bon directeur.

Aujourd'hui, le bon directeur est l'énergie et la force dirigeante des connaissances, des idées, des politiques et des philosophies qui forment l'essentiel d'une corporation.

Aussi, comme l'intellectuel, le chef d'entreprise doit maintenant devenir critique. Il doit se demander: «Est-ce bien? — Est-ce la bonne direction? — Pouvons-nous faire mieux?» La tendance à l'amélioration doit être constante.

Comme l'intellectuel, l'homme d'affaires doit étudier les forces sociales et culturelles qui se manifestent au tour de lui. La contribution de son commerce à la civilisation doit être évidente et significative.

Constatez le grand intérêt que la direction apporte à son propre intellect, et à celui de ses successeurs. C'est cet intérêt qui pousse les jeunes administrateurs à adjoindre à leur cours de commerce à Harvard, un cours de lettres. Voyez le nombre croissant d'intellectuels au sein de l'industrie. L'avantage primordial d'une telle équipe académie-commerce et carrière libérale-commerce, est qu'elle donne à la compagnie de plus grandes possibilités de s'adapter mentalement aux conditions du jour. En d'autres mots: de se maintenir et de grandir en jouant son rôle dans l'amélioration de la société, en prévoyant les besoins de l'acheteur, et en étant une force créatrice dans le monde.

Une chose dont on parle peu, c'est l'accord qui s'établit, dans les discussions d'hommes d'affaires intellectuels, sur ce qui est sans aucun doute le point le plus important: la préservation de la dignité de l'individu. Le but de l'entreprise privée, aussi bien que de la pensée libre, est de progresser et de servir l'homme. Les droits de l'homme dont parle le philosophe doivent être inclus dans toutes les doctrines des corporations.

Mais si vous me demandez si, jusque là, un effort réel a été tenté pour obtenir une véritable fusion des esprits, je dois vous répondre que non. Un mur nous sépare et de vilains mots y sont griffonnés. Même les incursions d'un côté et de l'autre du mur ne sont pas tellement encourageantes, elles sont expérimentales et maladroitement.

L'érudit qui entre dans une industrie ressent le besoin de s'excuser. L'homme d'affaires doit encore expliquer à ses collègues qu'il n'est pas devenu un bas bleu parce qu'il s'engage dans le domaine de la pensée. Il existe encore des groupes distincts: les profanes et les sacrosaints. Le fait est là, nous n'allons pas à la conquête de nos préjugés, mais nous les réorganisons simplement.

Le travail reste à faire. Et il doit être fait. Notre monde est en butte à tant de problèmes dont personne ne semble avoir la solution. Nous avons besoin de toute l'intellection sur laquelle nous pouvons compter. Et dans cette situation, l'hostilité — ou même la froideur — entre intellectuels et hommes d'affaires est une folle perte de temps et de ressources.

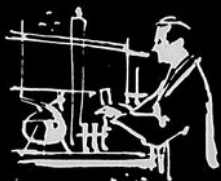
La fusion des esprits engendrera le pouvoir nécessaire à régler les dilemmes complexes qui nous font face. Elle stimulera aussi l'intellection chez plus de nos gens. C'est un bénéfice immense pour toute l'humanité, une véritable satisfaction. A vrai dire, c'est la seule façon d'utiliser concrètement la somme croissante de loisirs que les économistes nous annoncent.

Nous sommes tous nés avec des cerveaux dont la fonction est de nous servir. Les capacités de l'esprit peuvent être multipliées à l'infini.

Une fusion des esprits — une fusion sincère — souderait le monde de la pensée et le monde de l'action. Elle écarterait les désaccords mesquins sur la façon d'atteindre le but, permettant plutôt une étude complète sur le but à atteindre. Libérant l'énergie vitale qu'est la pensée libre et productrice, cela signifierait qu'une grande partie de tout ce que nous voulons si ardemment accomplir pourrait être réalisé... et vite.

Et voilà pourquoi j'affirme que nous devons en arriver à cette fusion des esprits.

VOICI LES ENTREPRISES **DOMTAR**



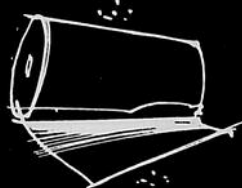
**DOMTAR CHEMICALS
LIMITED**



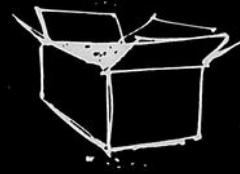
**DOMTAR CONSTRUCTION
MATERIALS LTD.**



**DOMTAR CONSUMER
PRODUCTS LTD.**



**DOMTAR NEWSPRINT
LIMITED**



**DOMTAR PACKAGING
LIMITED**



**DOMTAR PULP & PAPER
LIMITED**

La qualité supérieure des produits DOMTAR est due à un vaste programme de recherches portant sur le renouvellement des méthodes de production, l'amélioration des produits actuels et la création de produits nouveaux. Dans notre province — comme dans le reste du pays — le groupe des compagnies DOMTAR utilise la main d'oeuvre et les ressources naturelles locales pour nous procurer des produits de qualité, spécialement conçus pour répondre à nos besoins.

DOMINION TAR AND CHEMICAL COMPANY, LIMITED

DOMTAR

Produits de l'industrie canadienne

Le marché parallèle ne s'impose pas

Les gouverneurs de la Bourse de Toronto ont cru bon d'approuver la mise sur pied, sur leur place locale, d'une sorte de « marché parallèle » à la disposition des acheteurs et vendeurs américains désireux de transiger sur des valeurs canadiennes. En se prononçant en ce sens, les responsables de la Bourse de Toronto semblent vouloir donner à leur marché une importance qu'il n'a pas, en réalité. Pas plus que celui de Montréal du reste où, de manière plus réaliste, on reconnaît volontiers que ce genre de transactions se passe plutôt sur la place de New York.

On s'en doute, les « facilités » que propose Toronto n'ont d'autre but que de permettre aux acheteurs américains de transiger sur une place où la taxe de 15% projetée par le gouvernement américain ne les atteindrait évidemment pas. Il s'agit, ni plus ni moins, comme le faisait remarquer un observateur plein d'humour, d'une « bourse de paille ».

C'est aussi l'ironie qui a poussé l'ancien président des bourses montréalaises, M. Eric Kierans, à présent ministre québécois, à faire, au sujet du projet torontois, le commentaire suivant, dans lequel il convient de ne voir qu'un bon

mot, bien qu'inspiré par une saine conception des réalités : « Est-ce qu'ils vont avoir pour clients les Américains de Pittsburgh et de Cleveland qui viennent passer trois semaines à Saint-Michel-des-Saints pour pêcher la truite ? »

Officiellement, du moins, ce n'est pas M. Kierans, et pour cause, qui a exprimé l'avis de la Bourse locale, au sujet du projet ambitieux de Toronto. Notre place lo-

cale, dans un communiqué laconique, rappelle que « rien n'est fait » quant à l'application de la nouvelle loi fiscale américaine. Certes, peu d'éléments permettent de penser qu'elle ne « passera » pas au Congrès, mais il est néanmoins un peu tôt pour envisager des « facilités » à la disposition des Américains désireux de contourner une loi qui n'existe pas encore.

Le communiqué de la rue Saint-François-Xavier dit :

« Etant donné l'incertitude qui entoure les discussions présentes sur la loi fiscale américaine de 1963 concernant la péréquation des intérêts, la Bourse de Montréal et la Bourse Canadienne n'ont pas l'intention de mettre en vigueur des procédures qui permettent des opérations sur les valeurs canadiennes entre citoyens américains ou résidents américains. »

La Bourse laisse cependant entendre, en conclusion, qu'elle serait en mesure, au moins aussi bien que Toronto, d'offrir aux Américains, des « facilités » du même genre : « Cependant, si les événements justifiaient de telles dispositions, des arrangements pourraient être effectués rapidement dans le but de permettre des opérations de cette nature. »

Fédération des ass. d'hommes d'affaires

Le comité provisoire de la Fédération des associations d'hommes d'affaires du Québec prépare en ce moment un congrès dont la date n'a toutefois pas encore été fixée.

Créée au début de cette année, sur l'initiative de l'Association des hommes d'affaires de Saint-Laurent, cette Fédération a reçu sa charte quelques semaines plus tard. Depuis lors, plusieurs associations régionales ont marqué leur appui à la Fédération qu'elles financent par une cotisation forfaitaire.

Le siège de la FAHAQ est situé à Ville Saint-Laurent, et la secrétaire-trésorière en est M. Paul Emile Létourneau, 842, boulevard Sainte-Croix.

Techniciens soviétiques en voyage d'étude au pays

Une importante délégation de constructeurs et techniciens soviétiques était reçue officiellement ces jours-ci par le président de l'Association des Constructeurs d'habitations du district de Montréal, M. Jean-Yves Gélinas.

On se souvient du voyage d'études en U.R.S.S. effectué, en novembre dernier, par une forte délégation d'architectes et de constructeurs du Québec.

Cette fois, ce sont les techniciens soviétiques qui venaient rendre visite à leurs collègues canadiens. Cette délégation soviétique, en voyage d'études, a visité différents projets de construction. Ils ont fait également l'étude de nos techniques de construction ainsi que de nos divers matériaux de construction employés.

La délégation russe se composait de cinq des plus éminents spécialistes soviétiques de la construction. Elle était conduite par M. V. A. Zamaraev, membre du bureau des directeurs du comité d'état de la construction de l'U.R.S.S., et demeurera à Montréal jusqu'au 8 août.

MARION, MARION, ROBIC & BASTIEN

FONDEE EN 1892

- Brevets d'invention
- Marques de commerce
- Droits d'auteur en tous pays

2100, rue Drummond
MONTREAL - 25
Tél. : AVenue 8-2152

Une vignette du Québec dynamique



M. SARTO BARIL, à gauche, qui s'entretient ici avec M. Roger Baulu, a confiance en l'avenir du Québec dynamique et il le prouve tous les jours. A Princeville il dirige, avec son frère, une des plus importantes fabriques de bateaux en fibre de verre au Canada. Malgré un début modeste il y a quelques années, cette industrie aujourd'hui moderne et prospère, est un reflet de l'essor économique et industriel qui fait du Québec une province à la fois jeune et fidèle à ses traditions.

Depuis quelque temps, M. Roger Baulu, personnalité bien connue au Canada français, parcourt la Province en quête de vignettes, d'exemples bien vivants de l'élan économique, industriel, artistique et culturel qui anime le Québec dynamique. Les exemples ainsi recueillis sont nombreux et divers, mais tous ont en commun le respect des traditions du Québec et la mise en pratique des méthodes modernes issues du progrès.

DE CET ESSOR,
**LA BRASSERIE MOLSON
DU QUÉBEC LIMITÉE**
EST FIÈRE D'ÊTRE TÉMOIN